

Chapitre 1

Les grands courants de la pensée économique

Pendant plusieurs siècles, depuis la Grèce Antique (VI^{ème}-V^{ème} avant J-C.) jusqu'à la fin du Moyen-Âge (XIV^{ème}-XV^{ème}), l'économie n'existait pas comme discipline autonome. La question principale qui occupait les philosophes et les théologiens était principalement morale : l'extension des échanges marchands et l'accumulation de richesses qu'ils permettaient étaient-ils de nature à déstabiliser l'ordre social ou religieux ?

Avec le développement du capitalisme marchand et la constitution des États-Nations, à partir du XVI^{ème} siècle, que l'économie est peu à peu devenue politique – autrement dit une matière associée à l'art de gouverner.

Il faut ensuite attendre la fin du XVIII^{ème} siècle, à la faveur des débuts de ce que l'on nommera la « révolution industrielle », que les premiers économistes – au sens actuel du terme – chercheront à poser les bases d'une véritable science économique. Les siècles qui suivront contribueront à l'institutionnalisation de cette discipline, lui apportant notamment des fondements mathématiques pour en renforcer la légitimité

Le premier objectif de ce chapitre est de montrer que l'économie est une discipline cumulative, faites de prolongements, de reformulations mais aussi de controverses. Le second est de montrer qu'elle reste une science sociale, dont la validité des résultats repose sur des raisonnements scientifiques, mais s'inscrit toujours dans un contexte historique, politique et social.

Une façon de définir l'économie est d'en faire la science des choix sous contrainte de rareté. Le professeur d'économie Lionel Robbins (1898 – 1984), qui a enseigné pendant plus de 40 ans à la London School of Economics, résume les choses en ces termes : « **L'analyse économique étudie la façon dont les individus ou la société emploient les ressources rares à des usages alternatifs, en vue de satisfaire leurs besoins** ».

I. De l'Antiquité aux débuts du capitalisme marchand : de l'économie morale à l'économie politique.

Dans cette partie, nous allons commencer par montrer que c'est le développement du commerce qui a forcé peu à peu les penseurs de l'antiquité puis, 1 000 ans plus tard, du Moyen-Âge, à sortir le raisonnement économique de la sphère privée, pour en faire une question digne d'être traitée publiquement. Nous verrons cependant que leurs considérations étaient essentiellement morales et religieuses (A). Ce n'est qu'avec l'émergence des États-Nation et du capitalisme marchand à partir du XVI^{ème} que l'économie s'est peu à peu imposée comme un enjeu politique (B).

A. De la cité antique à la fin du Moyen-Âge : l'économie encadrée la morale politique et religieuse.

Aux VI^{ème} et V^{ème} siècle avant notre ère, le monde antique est dominé par une cité, qui contrôle tout le pourtour de la Méditerranée, Athènes.

La prospérité de la cité grecque permet le développement de nouvelles couches sociales (les commerçants, les financiers, les marchands), qui commencent à s'enrichir non plus pour la seule gloire de la cité, mais aussi pour répondre à leurs besoins personnels. Les écarts de richesse se creusent, et l'opposition entre riches et pauvres provoque une instabilité politique, marquée par une alternance entre démocraties et régimes dictatoriaux. C'est dans ce contexte que Platon (428-348 av J-C.) et son disciple Aristote (384-322 av. J-C.) s'interrogent sur les vertus et les risques de cet essor des relations marchandes.

1. Platon : limiter les échanges marchands contre le risque de démesure.

Le premier à questionner explicitement le rôle des échanges marchands pour le développement et la stabilité de la cité est Platon. Dans le livre II de *La République*, il prête à Socrate ([369-b] à [371-d]) une réflexion ambivalente sur les bienfaits, mais aussi les troubles liés au développement du commerce.

Document 1 – Platon « collectiviste » ? (Extrait de La République, livre II [369-b] à [371-d])

Dialogue entre Socrate et Adimante au sujet de ce que serait « une société juste ».

« - Selon moi (...), la cité se forme parce que chacun d'entre nous se trouve dans la situation de ne pas se suffire à lui-même, mais au contraire de manquer de beaucoup de choses. Y-a-t-il, d'après toi, une autre cause à la fondation d'une cité ?

- Aucune
- Dès lors, un homme recourt à un autre pour un besoin particulier, puis à un autre en fonction de tel autre besoin, et parce qu'ils manquent d'une multitude de choses, les hommes se rassemblent nombreux au sein d'une même fondation, s'associant pour s'entraider. C'est bien à cette société que nous avons donné le nom de cité n'est-ce pas ?
- Exactement.
- Mais quand un homme procède à un échange avec un autre, qu'il donne ou qu'il reçoive, c'est toujours à la pensée que cela est mieux pour lui ?
- Tout à fait. (...)
- Mais quoi ? Qui exercerait l'activité la mieux réussie, celui qui travaillerait dans plusieurs métiers, ou celui qui n'en exercerait qu'un seul ?
- Celui qui n'en exercerait qu'un seul.
- Le résultat est que des biens seront produits en plus grande quantité, qu'ils seront de meilleure qualité et produits plus facilement, si chacun ne s'occupe que d'une chose selon ses dispositions naturelles et au moment opportun, et qu'il lui soit loisible de ne pas s'occuper du travail des autres. (...)

Mais alors, au sein de la cité elle-même, comment les citoyens s'échangeront-ils les biens que chacun aura produits ? Car c'est bien dans ce but que nous avons fondé une cité, en rendant possible leur association.

- C'est clair, dit-il, ils vendent et ils achètent.
- De là, l'instauration de la place publique et de la monnaie, symbole de l'échange. (...)
- Il convient dès lors d'agrandir encore la cité. Car cette cité, la cité saine, ne suffit plus : il faut la remplir d'une multitude de gens, en la faisant croître du nombre de ceux qui ne concourent dans les cités à rien de nécessaire, comme par exemple les chasseurs en tout genre, les imitateurs (...), les fabricants d'accessoires de toute sorte, et notamment de ce qui concerne la toilette des femmes. (...) Et le pays, lui qui suffisait jusqu'alors à nourrir ses habitants, il deviendra trop petit et il ne suffira plus. Qu'en dis-tu ?
- Je suis d'accord.
- Dès lors ne faudra-t-il pas découper à notre usage une partie du territoire voisin, si nous voulons avoir assez de terre à pâturage et à labour, et eux, de leur côté, ne découperont-ils pas notre terre, s'ils ne résistent pas non plus à la possession illimitée des richesses, transgressant eux aussi la limite des biens nécessaires ?
- De toute nécessité, Socrate, dit-il.
- Nous nous ferons donc la guerre, c'est ce qui s'ensuit, Glaucon ? Comment pourrait-il en être autrement ?
- Il en sera bien ainsi. »

Platon, *La République*, Livre II ([369-b] à [371-d])

Questions :

1. Platon est-il opposé par principe aux échanges marchands ?
2. Quel risque fait peser l'extension des échanges sur la cité ?

2. Aristote : la condamnation du profit.

Aristote au contraire, voit dans la communauté des biens un idéal impossible à réaliser. La propriété à l'inverse est un facteur de bonheur et de vertu, dont l'absence inciterait à l'oisiveté et mutilerait toute ambition. La « chrématistique* », c'est-à-dire l'art naturel d'acquérir des richesses, est à l'inverse une façon de mener une vie heureuse.

Texte 2 – Aristote et la justice commutative.

« Ainsi donc, il faut toujours que les choses pour lesquelles l'échange a lieu, soient comparables entre elles sur quelque point ; et c'est là que vient se placer la monnaie. On peut dire qu'elle est une sorte de milieu, d'intermédiaire ; elle est la mesure commune de toutes les choses ; et par conséquent, elle évalue le prix supérieur de l'une tout aussi bien que le prix inférieur de l'autre. Elle montre combien il faudrait de chaussures, par exemple, pour égaler la valeur d'une maison, ou celle des aliments que l'on consomme. Il faut donc que du maçon au cordonnier, il y ait tant de chaussures données pour le prix de la maison, ou encore tant de chaussures pour le prix des aliments. Sans cette condition, il n'y aurait plus ni échange, ni association possible : l'un et l'autre ne sauraient avoir lieu, si l'on ne parvenait point à établir entre les choses une sorte d'égalité.

Il faut, je le répète, trouver une mesure unique qui puisse s'appliquer à tout sans exception. Mais c'est le besoin que nous avons les uns des autres qui, dans la réalité, est le lien commun de la société qu'il maintient. Si les hommes n'avaient point de besoins, ou s'ils n'avaient pas des besoins semblables, il n'y aurait pas d'échange entre eux, ou du moins l'échange ne serait pas le même. Mais, par l'effet d'une convention toute volontaire, la monnaie est devenue en quelque sorte l'instrument et le signe du besoin. C'est pour rappeler cette convention que, dans la langue grecque, on donne à la monnaie un nom dérivé du mot même qui signifie la loi ; parce que la monnaie n'existe pas dans la nature ; elle n'existe que selon la loi, et il dépend de nous de la changer et de la rendre inutile, si nous le voulons

Il n'y a donc de réciprocité véritable que quand on a égalisé les choses à l'avance, et que la relation du laboureur, par exemple, au cordonnier, est aussi la relation de l'ouvrage de l'un à l'ouvrage de l'autre.».

Éthique à Nicomaque [1132b-1134a]

Questions :

1. Qu'est-ce qu'un échange juste pour Aristote ?
2. Peut-on imaginer s'enrichir grâce au marché selon ce principe ?

3. De Saint Augustin à Saint Thomas d'Aquin : l'adaptation de la doctrine religieuse aux débuts du capitalisme marchand.

L'effondrement du monde grec puis de l'empire romain marque le début d'une période de recul de l'échange marchand. La période qui va du V^{ème} siècle et X^{ème} siècle est marquée par les invasions de Goths, des Vandales, Wisigoths organisés sur la base de communautés de village et de domaines féodaux peu tournés vers l'extérieur.

L'histoire de la pensée économique associée à cette Europe du Moyen-Âge le triomphe de la **doctrine chrétienne d'indifférence à l'égard des institutions**, illustré par l'ouvrage de Saint-Augustin, *La Cité de Dieu* (426). Pour lui, il ne faut pas s'intéresser au monde terrestre, condamné par le péché originel, et accepter les institutions telles qu'elles sont, y compris l'esclavage.

Dans *La Somme théologique*, Saint-Thomas d'Aquin (1225 – 1274) cherche à l'inverse à définir, à la façon d'Aristote redécouvert au XI^{ème} siècle grâce à des commentateurs arabes, les conditions d'une économie marchande compatible avec la morale chrétienne.

B. L'essor du capitalisme marchand et les débuts de l'économie politique (XV^{ème} – XVIII^{ème} siècle)

Les XV^{ème} et XVI^{ème} siècles sont des moments de rupture de l'histoire de l'Europe occidentale à la fois d'un point de vue économique, politique et intellectuel.

1. Les grandes ruptures des XV^{ème} et XVI^{ème} siècles.

D'un point de vue économique, le développement du commerce maritime au nord (avec la ligue hanséatique) et au sud autour de la méditerranée marque le début de développement d'un véritable commerce international. Les grandes explorations et conquêtes de la fin du XV^{ème} accentuent encore ce phénomène. Des produits nouveaux affluent du continent américain (tabac, maïs, canne à sucre, épices...) et le commerce triangulaire, basé sur l'esclavage se développe entre l'Europe – l'Afrique – l'Amérique. Des cités marchandes, comme Venise – qui rayonne sur toute la méditerranée - ou Bruges – au cœur de la ligue de la Hanse, deviennent des places commerciales centrales en Europe.

D'un point de vue politique, les XV^{ème} et XVI^{ème} siècles marquent le début de l'ère **des États-Nations***, sous monopole royal. Dans *La Dynamique de l'occident* (1969), Norbert Elias explique les origines de ce phénomène.

Texte 3 – La « sociogenèse » de l'État chez Norbert Elias.

« La société que nous appelons « société moderne » est caractérisée, surtout en Europe occidentale, par un niveau bien déterminé de la monopolisation. La libre disposition des moyens militaires est retirée au particulier et réservée au pouvoir central, quelle que soit la forme qu'il revête ; la levée des impôts sur les revenus et les avoirs est également du domaine exclusif du pouvoir social central. Les moyens financiers qui se déversent ainsi dans les caisses de ce pouvoir central permettent de maintenir le monopole militaire et policier qui, de son côté, est le garant du monopole fiscal. Les deux monopoles se tiennent la balance, l'un étant inconcevable sans l'autre. A la vérité, il s'agit tout simplement de deux aspects différents de la même position monopoliste. Si l'un disparaît, l'autre disparaît du même coup, même s'il est vrai que le monopole du pouvoir peut être menacé parfois d'un côté plus que de l'autre.

Certaines préfigurations de la monopolisation des ressources financières et militaires d'un territoire relativement étendu s'observent déjà dans quelques sociétés où la division des fonctions est peu développée, notamment à la suite des grandes guerres de conquête. Mais ce qui est caractéristique des seules sociétés fondées sur une division très poussée des fonctions, c'est l'existence d'un appareil administratif permanent et spécialisé chargé de la gestion de ces monopoles. C'est précisément la mise en place d'un appareil de domination différencié qui garantit la pleine efficacité du monopole militaire et financier, qui en fait une institution durable. Dorénavant, les luttes sociales n'ont plus pour objectif l'abolition du monopole de la domination, mais l'accès à la disposition de l'appareil administratif du monopole et la répartition de la charge de ses profits. C'est à la suite de la formation progressive de ce monopole permanent du pouvoir central et d'un appareil de domination spécialisé que les unités de domination prennent le caractère d'**États**. (...)

Comment et pourquoi ces monopoles se sont-ils formés ? Notons qu'on ne découvre rien de semblable dans la société du IX^{ème}, X^{ème} et XI^{ème} siècle. C'est à partir du XI^{ème} siècle qu'on assiste à leur lente apparition dans les domaines issus de la Francie occidentale. Au début, chaque guerrier exerce sur le lopin de terre qu'il contrôle toutes les fonctions gouvernementales qui, administrées par les moyens d'un mécanisme spécialisé, se transforment peu à peu en monopole d'un pouvoir central. Il fait la guerre quand bon lui semble, pour la conquête de nouvelles terres ou la défense de celles dont il dispose. La conquête des domaines et des fonctions de domination liées à leur possession est laissée – pour reprendre une terminologie qui s'est développée plus tard – à l'initiative « privée » de chacun. Comme l'accroissement de la population entraîne une augmentation des besoins de terres, celles-ci sont de plus en plus convoitées ; une compétition très vive s'étend au pays tout entier ; elle est menée par les moyens de la violence militaire aussi bien qu'économique, ce qui la distingue des luttes concurrentielles du XIX^{ème} siècle par exemple qui, en raison du monopole de la contrainte physique détenu par le seul pouvoir central de l'État, ne peuvent s'appuyer que sur la violence économique. (...)

On peut résumer ainsi [le mécanisme de formation des monopoles] : quand, dans une unité sociale d'une certaine étendue, un grand nombre d'unités sociales plus petites, qui par leur interdépendance forment la grande unité, disposent d'une force sociale à peu près égale et peuvent de ce fait librement - sans être gênées par des monopoles déjà existants – rivaliser pour la conquête des chances de puissance sociale, en premier lieu des moyens de subsistance et de production, la probabilité est forte que les uns sortent vainqueurs, les autres vaincus de ce combat et que les chances finissent par tomber entre les mains d'un petit nombre, tandis que les autres sont éliminés ou tombent sous la coupe de quelques-uns.

Le réseau social qui se trouve engagé dans ce mouvement tend – si aucune disposition inhibitrice ne s'y oppose – vers un état dans lequel la disposition effective des chances disputées se trouve entre les mains d'une seule personne. »

Norbert Elias, *La Dynamique de l'occident*, 1969

1. Comment Norbert Elias explique-t-il l'apparition des États modernes ?
2. En quoi ce processus peut-il changer la façon d'envisager les questions économiques ?

Enfin, **d'un point de vue intellectuel**, le XVI^{ème} siècle est marqué par les idées de la **Renaissance** et de la **Réforme**. Les humanistes (Érasme, Rabelais) et les hommes de science (Copernic, Galilée) défendent l'idée qu'il est possible de connaître et de comprendre le monde, grâce à l'usage de la raison et de l'expérience. Parallèlement, la Réforme, dans sa version calviniste, conçoit la richesse comme une bénédiction de Dieu.

C'est dans ce contexte particulier que se développent deux types de réflexion économique, portées par des auteurs différents les uns des autres, mais que l'on a regroupés a posteriori pour s'inspirer ou, au contraire, s'opposer à leurs conclusions.

2. Le mercantilisme (XVI^{ème}-XVII^{ème} siècle)

Le mercantilisme n'est pas une école de pensée : le terme a été introduit deux siècles plus tard par Adam Smith pour dénoncer le protectionnisme défendu par de nombreux auteurs du XVI^{ème} siècle. La plupart des auteurs d'ouvrages que l'on regroupe dans cette catégorie sont des « conseillers du Prince », dans la lignée de Nicolas Machiavel (1469-1527), répartis dans toute l'Europe occidentale.

a. *Le mercantilisme espagnol.*

Le **mercantilisme espagnol** se distingue par l'importance accordée à l'afflux de nouvelles ressources depuis les terres de conquêtes, notamment de l'autre côté de l'atlantique. Luis Ortiz, dans ses *Mémoire au roi pour empêcher la sortie de l'or* (1588) insiste sur l'importance pour le royaume à accroître le plus possible ses stocks d'or.

b. *Le mercantilisme français*

Le **mercantilisme français** se décline en courants différents, mais l'un des principaux représentants de cette pensée est un conseiller d'Henri III, Jean Bodin. Dans *Réponse aux paradoxes de Monsieur de Malestroit* (1568), il tient un discours **populationniste**, que l'on peut résumer par l'aphorisme : « Il n'est de richesses que d'hommes ».

Le deuxième grand nom du mercantilisme français est le poète et dramaturge Antoine De Montchrestien (1575-1621). Dans son *Traité d'économie politique* (1615), dédié au roi de France, Louis XIII, et à sa mère qui assure la régence du royaume, Marie de Médicis, il est fait de la production industrielle l'une des sources d'enrichissement du royaume.

c. *Le mercantilisme britannique*

Le **mercantilisme britannique** insiste quant à lui davantage sur le **rôle du commerce** dans l'enrichissement du royaume. Dans *Le Trésor de l'Angleterre par le commerce extérieur* (1630), Thomas Mun fait des exportations de produits manufacturés un moyen d'enrichir le royaume. Il est très loin d'une défense du libre-échange, puisqu'il préconise de restreindre les importations et les sorties de matières premières.

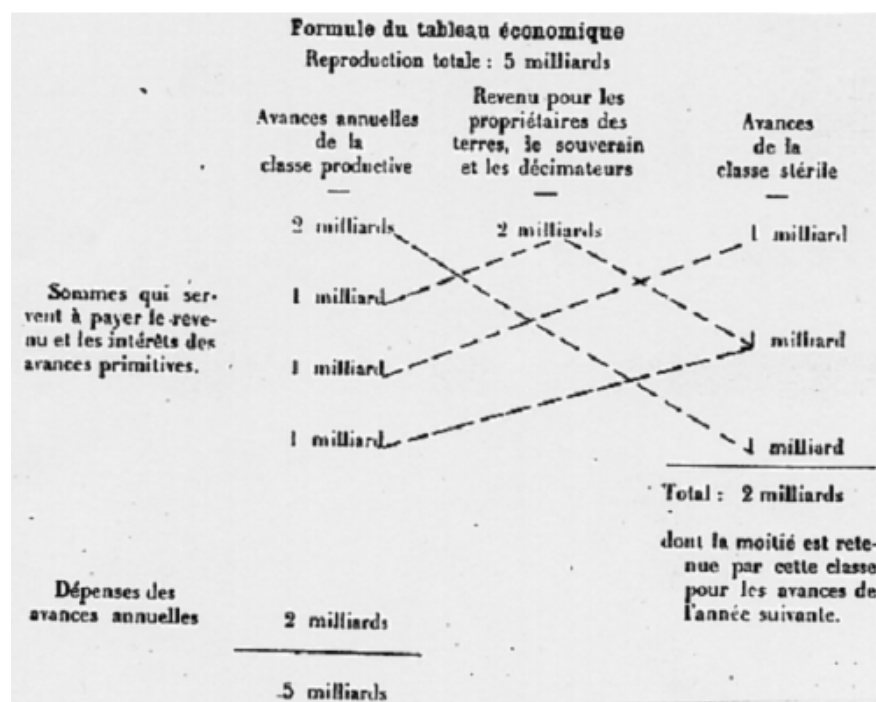
3. Les Physiocrates et les premiers développements d'une pensée libérale (XVII^{ème}-XVIII^{ème})

La deuxième moitié du XVII^{ème} siècle est marqué par la naissance d'un courant philosophique qui va parcourir et transformer l'Europe, les **Lumières**. Faisant de la raison l'instrument de connaissance et d'émancipation, les philosophes associés aux Lumières érigent la **liberté individuelle** comme valeur suprême. Parmi eux, l'anglais John Locke défend l'idée qu'il existe des droits naturels de l'individu, et que la société se doit de respecter.

Ce contexte intellectuel est favorable à la contestation de l'absolutisme et des réglementations étatiques existantes, qui sont vécues comme des entraves à l'initiative économique par la jeune bourgeoisie. À l'interventionnisme des mercantilistes, s'oppose peu à peu une **doctrine libérale** portée par la première véritable école de pensée en économie : l'école physiocratique – le terme est forgé par l'un d'eux et signifie en grec « le gouvernement de la nature ».

Les Physiocrates*, autour de leur chef de file François Quesnay (1694 – 1774), chirurgien de Louis XV, cherchent à trouver des lois économiques sur le modèle des sciences de la nature, c'est-à-dire des lois universelles, immuables et atemporelles. Cette perspective ancrée dans son siècle, revendique à la fois un cadre scientifique inspiré des sciences de la nature, tout en restant imprégnée de religion.

Le principal apport des Physiocrates est de contribuer au développement d'une méthode spécifiquement économique : **l'analyse macroéconomique en termes de circuit**, qui inspirera deux siècles plus tard la CN. Cette démarche est particulièrement aboutie dans l'œuvre de Quesnay, devenue référence de la science économique : *Le Tableau économique* (1758).

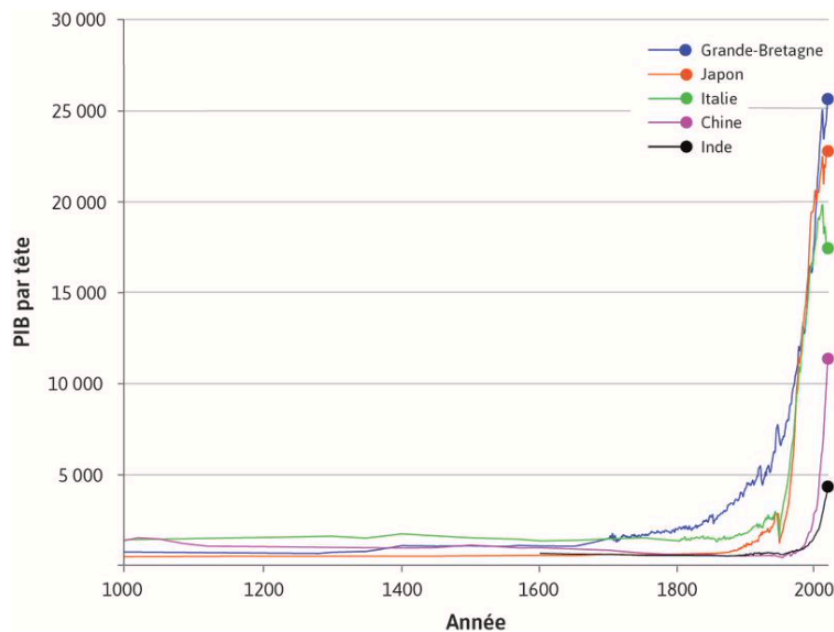


Les Physiocrates, sont donc la première école de pensée qui propose une doctrine unifiée et cohérente d'économie politique. Les références à la démarche scientifique, la représentation de l'économie sous forme de circuit, mais aussi la mise en avant des vertus de la libre circulation des biens et des personnes pour l'enrichissement collectif inspireront en grande partie nombre de leurs successeurs. C'est en se libérant de la référence morale et religieuse que certains d'entre eux poseront les bases de la science économique moderne.

II. Les Classiques (XVIII^{ème} – XIX^{ème}) : les fondements de la doctrine libérale en économie.

La fin du XVIII^{ème} siècle et le début du XIX^{ème} marquent nouveau un tournant dans l'histoire du monde, mais celui-ci est d'une ampleur qui dépasse, de loin tout ce que nous avons pu découvrir jusqu'alors. En effet, le millénaire qui précède ce nouvel âge industriel est caractérisé par ce que D. Cohen nomme la « loi de Malthus » dans *la Prospérité du vice* (2009).

Graphique : La « crosse de hockey » de l'histoire de la croissance dans 5 pays.



Source : Core-econ.org

À partir du milieu du XVIII^{ème} en Grande-Bretagne, rapidement suivie par la France puis, un peu plus tard au XIX^{ème} siècle, par les États-Unis et l'Allemagne et enfin, à partir du début du XX^{ème} par d'autres économies du monde, l'augmentation des richesses ne donne plus lieu à un effondrement de la population. En G.-B., la population quadruple entre 1700 et 1870, passant de 6 à 24 millions de personnes, notamment grâce à une baisse de la mortalité. L'espérance de vie passe de 26 ans en 1681 à 41 ans en 1851. Cet accroissement de la population et l'exode rurale provoquée en partie par les enclosures accélèrent l'urbanisation : des villes nouvelles apparaissent avec le développement de manufactures et des ports de commerce (Leeds, Manchester, Birmingham). La population de Liverpool est multipliée par 14 au cours du XVIII^{ème}. Au milieu du XIX^{ème} siècle, près de la moitié de la population britannique est urbaine contre seulement 17% en 1700.

Comment expliquer cette rupture, que l'on nommera plus tard « révolution industrielle » ?

Encart thématique - Les déterminants de la « première révolution industrielle »

L'expression « révolution industrielle » est entrée dans le langage courant pour insister sur les transformations rapides et radicales qui ont suivi les quelques décennies de progrès industriel et technologique nés en Grande Bretagne. On peut retenir comme bornes de cette période le **brevetage de l'énergie à vapeur** en Grande-Bretagne par James Watt en 1769 et le développement de nouvelles sources d'énergies, le **pétrole et l'électricité**, dans les années 1880 – marquant l'entrée dans une « seconde révolution industrielle ». Mais comment expliquer que cette révolution soit née sur une petite île de moins de 10 millions d'habitants en 1760 – quand la France en comptait plus du double ?

1. Les hypothèses qui insistent sur le rôle de l'innovation.

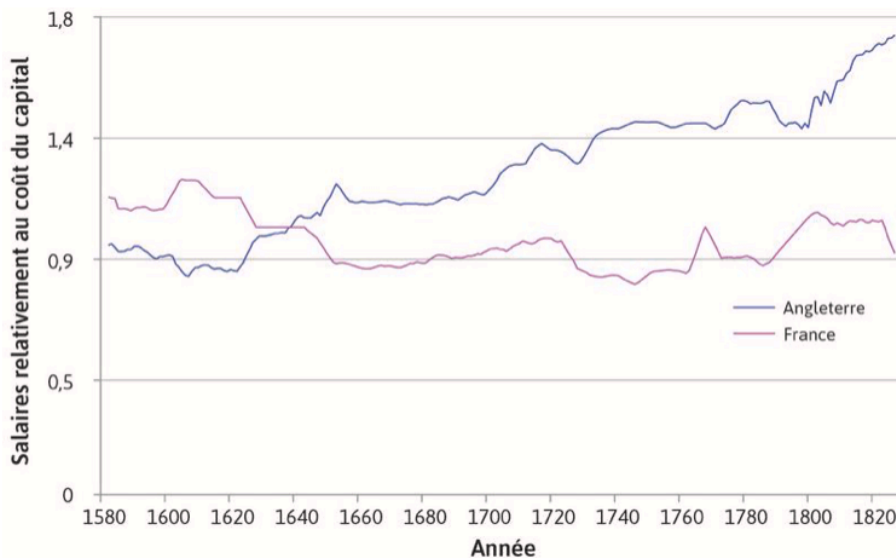
Les historiens de l'économie proposent des hypothèses différentes pour expliquer pourquoi cette augmentation soudaine du niveau de vie est apparue en Grande-Bretagne à la fin du XVIIIème siècle.

Pour **Joel Mokyr** (*The Gift of Athena*, 2004), ce sont les progrès technologiques, permis par les avancées de la science au siècle des Lumières, qui ont révolutionné les façons de produire, en particulier dans l'industrie textile (utilisation de machines à filer) puis dans la métallurgie..

2. Les hypothèses qui mentionnent des facteurs géographiques et démographiques.

Kenneth Pomeranz (*The Great Divergence*, 2000) insiste quant à lui sur l'abondance de charbon en Grand-Bretagne, qui a permis de bénéficier d'une source d'énergie puissante à bas coût (remplacement du bois par le **coke**), ainsi que l'accès à des ressources importées des colonies (le sucre en particulier) qui a permis de mieux nourrir la classe grandissante des travailleurs.

Plus récemment, l'historien de l'économie **Robert C. Allen** (*Introduction à l'économie mondiale*, 2016) avance une explication complémentaire très convaincante : le niveau élevé des salaires en Grande-Bretagne et le faible coût des matières premières.



Évolution du salaire des ouvriers du bâtiment relativement au coût du capital (métal, bois, brique et coût de l'emprunt)

3. Le développement industriel s'inscrit aussi dans une histoire plus longue.

Malgré le saut indéniable dans un nouvel âge industriel qu'ont permis la découverte et la diffusion de ces nouvelles technologies, on ne peut ignorer que cette période de transformation s'inscrit dans une histoire longue.

Dans son ouvrage, dont nous reparlerons, *La Grande transformation* (1944), l'économiste hongrois Karl Polanyi rappelle ainsi qu'une **révolution institutionnelle et agricole** a précédé la révolution industrielle. En effet, en Grande-Bretagne, les nouvelles pratiques d'agriculture liées aux progrès de l'agronomie ont considérablement modifié l'usage des terrains par les propriétaires. Le mouvement des « enclosures » met ainsi progressivement fin au droit d'usage des paysans sur les terres agricoles (« open fields ») au profit de nouvelles cultures plus rentables.

Ce développement agricole crée les conditions préalables au développement industriel :

- il implique une séparation plus tranchée entre les activités agricoles et manufacturières,
- il permet de libérer de la main d'œuvre et de nourrir davantage de travailleurs urbains,
- il est source d'une nouvelle épargne qui pourra s'investir dans l'industrie
- il fournit des matières premières qui seront transformées créant de nouveaux marchés.

Les Classiques sont les premiers auteurs à consacrer leurs travaux exclusivement à l'étude des questions économiques et à développer une doctrine cohérente, fondée sur un raisonnement scientifique.

A. Adam Smith et la naissance de l'école d'économie classique

Adam Smith (1723-1790) est d'abord un philosophe et un moraliste, appartenant au courant des Lumières Écossaises. Dans son ouvrage majeur de philosophie, *La Théorie des sentiments moraux* (1759), il fait de la « sympathie » pour le bonheur des autres l'une des passions motivant les actions humaines et permettant la vie en société.

Dans son ouvrage phare, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), Adam Smith cherche donc à identifier ce qui permet, dans les actions humaines, de créer la prospérité d'une nation.

1. La division du travail au cœur de la richesse des Nations.

Texte 4 – Adam Smith et la division du travail.

Un homme qui ne serait pas façonné à ce genre d'ouvrage, dont la *division du travail* a fait un métier particulier, ni accoutumé à se servir des instruments qui y sont en usage, dont l'invention est probablement due encore à la *division du travail*, cet ouvrier, quelque adroit qu'il fût, pourrait peut-être à peine faire une épingle dans toute sa journée, et certainement il n'en ferait pas une vingtaine. Mais de la manière dont cette industrie est maintenant conduite, non seulement l'ouvrage entier forme un métier particulier, mais même cet ouvrage est divisé en un grand nombre de branches, dont la plupart constituent autant de métiers particuliers.

Un ouvrier *tire le fil à la bobine*, un autre le *dresse*, un troisième *coupe la dressée*, un quatrième *empointe*, un cinquième est employé à *émoudre* le bout qui doit recevoir la *tête*. Cette *tête* est elle-même l'objet de deux ou trois opérations séparées : la *frapper* est une besogne particulière ; *blanchir* les épingles en est une autre ; c'est même un métier distinct et séparé que de *piquer* les papiers et d'y *bouter* les épingles ; enfin, l'important travail de faire une épingle est divisé en dix-huit opérations distinctes ou environ, lesquelles, dans certaines fabriques, sont remplies par autant de mains différentes, quoique dans d'autres le même ouvrier en remplisse deux ou trois. J'ai vu une petite manufacture de ce genre qui n'employait que dix ouvriers, et où, par conséquent, quelques-uns d'eux étaient chargés de deux ou trois opérations. Mais, quoique la fabrique fût fort pauvre et, par cette raison, mal outillée, cependant, quand ils se mettaient en train, ils venaient à bout de faire entre eux environ douze livres d'épingles par jour ; or, chaque livre contient au-delà de quatre mille épingles de taille moyenne.

Ainsi ces dix ouvriers pouvaient faire entre eux plus de quarante-huit milliers d'épingles dans une journée ; donc, chaque ouvrier, faisant une dixième partie de ce produit, peut être considéré comme donnant dans sa journée quatre mille huit cents épingles. Mais s'ils avaient tous travaillé à part et indépendamment les uns des autres, et s'ils n'avaient pas été façonnés à cette besogne particulière, chacun d'eux assurément n'eût pas fait vingt épingles, peut-être pas une seule, dans sa journée, c'est-à-dire pas, à coup sûr, la deux-cent-quarantième partie, et pas peut-être la quatre-mille-huit-centième partie de ce qu'ils sont maintenant en état de faire, en conséquence d'une division et d'une combinaison convenables de leurs différentes opérations.

Dans tout autre art et manufacture, les effets de la *division du travail* sont les mêmes que ceux que nous venons d'observer dans la fabrique d'une épingle, quoique dans un grand nombre le travail ne puisse pas être aussi subdivisé ni réduit à des opérations d'une aussi grande simplicité. Toutefois, dans chaque art, la *division du travail*, aussi loin qu'elle peut y être portée, amène un accroissement proportionnel dans la puissance productive du travail. C'est cet avantage qui paraît avoir donné naissance à la séparation des divers emplois et métiers.

Adam Smith, Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations (Tome 1), 1776.

- Que déduit A. Smith de l'observation de la manufacture d'épingle sur l'efficacité du travail ?
- Quelle conclusion en tire-t-il concernant l'organisation de la production à plus grande échelle ?

2. Le « penchant naturel pour l'échange » et la « main invisible du marché ».

Texte 5- Égoïsme et intérêt collectif chez A. Smith

[...] Dans presque toutes les espèces d'animaux, chaque individu, quand il est parvenu à la pleine croissance, est tout à fait indépendant, et, tant qu'il reste dans son état naturel, il peut se passer de l'aide de toute autre créature vivante. Mais l'homme a presque continuellement besoin du secours de ses semblables, et c'est en vain qu'il l'attendrait de leur seule bienveillance. Il sera bien plus sûr de réussir, s'il s'adresse à leur intérêt personnel et s'il leur persuade que leur propre avantage leur commande de faire ce qu'il souhaite d'eux. C'est ce que fait celui qui propose à un autre un marché quelconque ; le sens de sa proposition est ceci : *Donnez-moi ce dont j'ai besoin, et vous aurez de moi ce dont vous avez besoin vous-mêmes* ; et la plus grande partie de ces bons offices qui nous sont si nécessaires s'obtient de cette façon. Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage. [...]

Dans la réalité, la différence des talents naturels entre les individus est bien moindre que nous ne le croyons, et les aptitudes si différentes qui semblent distinguer les hommes de diverses professions quand ils sont parvenus à la maturité de l'âge, ne sont pas tant la cause que l'effet de la *division du travail*, en beaucoup de circonstances. La différence entre les hommes adonnés aux professions les plus opposées, entre un philosophe, par exemple, et un portefaix, semble provenir beaucoup moins de la nature que de l'habitude et de l'éducation. Quand ils étaient l'un et l'autre au commencement de leur carrière, dans les six ou huit premières années de leur vie, il y avait peut-être entre eux une telle ressemblance que leurs parents ou camarades n'y auraient pas remarqué de différence sensible. Vers cet âge ou bientôt après, ils ont commencé à être employés à des occupations fort différentes. Dès lors a commencé entre eux cette disparité qui s'est augmentée insensiblement, au point qu'aujourd'hui la vanité du philosophe consentirait à peine à reconnaître un seul point de ressemblance. Mais, sans la disposition des hommes à trafiquer et à échanger, chacun aurait été obligé de se procurer lui-même toutes les nécessités et commodités de la vie. Chacun aurait eu la même tâche à remplir et le même ouvrage à faire, et il n'y aurait pas eu lieu à cette grande différence d'occupations, qui seule peut donner naissance à une grande différence de talents. [...]

Chaque animal est toujours obligé de s'entretenir et de se défendre lui-même à part et indépendamment des autres, et il ne peut retirer la moindre utilité de cette variété d'aptitudes que la nature a réparties entre ses pareils. Parmi les hommes, au contraire, les talents les plus disparates sont utiles les uns aux autres ; les différents produits de leur industrie respective, au moyen de ce penchant universel à troquer et à commercer, se trouvent mis, pour ainsi dire, en une masse commune où chaque homme peut aller acheter, suivant ses besoins, une portion quelconque du produit de l'industrie des autres. »

Adam Smith, Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations (Tome 1), 1776.

1. Comment les individus parviennent-ils à satisfaire leurs besoins ?
2. Quelle est la meilleure façon pour chacun de contribuer à l'intérêt public ?

B. Les théories de la valeur chez les Classiques

L'un des principaux apports des Classiques à la pensée économique réside dans leur réflexion sur l'origine de la valeur des choses. Existe-t-il une loi économique comparable à la spécialisation par la « main invisible », qui permettrait de définir précisément ce que vaut chaque chose dans une économie ?

Les réponses apportées par A. Smith et ses héritiers ne sont pas les mêmes. En particulier, deux auteurs se réclamant des thèses d'Adam Smith développent des théories différentes : le britannique David Ricardo (1772 – 1823) et le français Jean-Baptiste Say (1767 – 1832).

1. La théorie de la valeur-travail chez A.Smith et D.Ricardo

Dans *Les Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), David Ricardo reprend fidèlement les premières réflexions de Smith sur la théorie de la valeur. Comme avant lui Aristote, ce dernier proposait en effet de distinguer deux types de valeur pour chaque bien : une valeur d'usage – qui dépend de son utilité – et une valeur d'échange – qui détermine ce contre quoi il est possible de le céder sans y perdre.

D. Ricardo porte peu d'attention à la valeur d'usage, qui change en fonction des individus. Pour lui, la véritable valeur d'un bien reproductible – son « prix naturel » - est égale à sa valeur de marché, elle-même définie par sa « valeur travail incorporé ».

D. Ricardo ne se contente pas de déterminer le prix naturel, mais il démontre que, là encore, c'est en laissant les agents échanger librement que cette valeur s'imposera comme « prix du marché ».

David Ricardo tire de cette théorie de la « valeur-travail », des considérations sur la répartition des revenus issus de la production entre le salaire, le profit et la rente foncière. Pour lui, comme pour Smith, le travail est une marchandise comme une autre et il existe donc un « salaire naturel », qui est égal au montant nécessaire pour reproduire la force de travail, soit le minimum pour nourrir et entretenir le travailleur et sa famille. Le « prix naturel » du travail est donc équivalent au revenu minimum de subsistance.

2. La théorie de la « valeur-utilité » de Jean Baptiste Say.

Jean Baptiste Say (1767 – 1832) est considéré comme le représentant des idées d'Adam Smith en France. Pourtant, dans son *Traité d'économie politique* (1803), il rejette la théorie de la valeur de Smith et Ricardo, et considère que la différence entre valeur d'usage, valeur d'échange et prix du marché est factice. Pour lui, c'est la valeur d'usage qui détermine le prix naturel du marché.

Cette théorie dite de la « valeur utilité » permet à J-B. Say de résoudre un vieux paradoxe formulé par A. Smith : le paradoxe de l'eau et du diamant. Puisque J-B. Say rejette la théorie de la « valeur travail incorporé » de Ricardo, l'idée d'une rémunération du travail en fonction du salaire de subsistance ne tient plus. Pour lui, la rémunération du travail est équivalente au service rendu par cet effort productif.

C. Les théories classiques de la production et de la croissance.

Bien que les Classiques cherchent à établir des lois économiques à portée universelle, ils restent préoccupés par la recherche du bien collectif et donc par la formulation de recommandations politiques. Or, l'une des grandes questions du siècle est celle de l'accumulation durable des richesses.

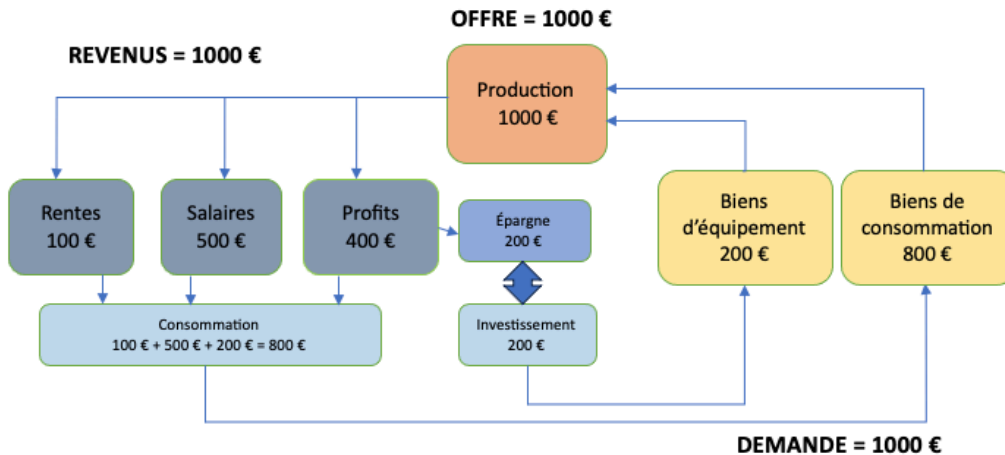
Quels que soient leurs désaccords, les Classiques s'entendent sur un point : si le travail est à l'origine de la valeur, c'est le capital – à travers l'accumulation d'épargne - qui permet d'assurer la hausse continue de la production.

On peut donc reformuler la question initiale de la façon suivante : les capacités d'épargne et d'investissement des détenteurs de capitaux sont-elles infinies ? C'est sur ce point que les avis divergent. Pour J-B. Say, la production de nouvelles richesses enclenche un cercle vertueux et potentiellement infini de croissance. Pour D. Ricardo à l'inverse, la croissance finira inévitablement par s'essouffler et par atteindre un « état stationnaire ».

1. La « loi des débouchés » de Jean-Baptiste Say : la croissance dépend uniquement des capacités de production.

Fidèle en cela aux idées d'A. Smith, Jean-Baptiste Say considère que la seule et unique motivation d'un propriétaire d'entreprise est de disposer de suffisamment de richesses pour obtenir, grâce à l'échange, tout ce qu'il désire. Il se place donc dans le cadre d'une économie de troc. Autrement dit, « les produits ne peuvent s'acheter que par des produits ».

Cette idée, qui paraît simple a des conséquences importantes et permet à Jean-Baptiste Say de formuler l'une des théories les plus célèbres et les plus influentes de l'école d'économie classique, **la loi des débouchés**, selon laquelle « l'offre crée sa propre demande ».



2. Les limites de la croissance chez Malthus et Ricardo

La théorie de l'offre de J-B Say n'est pas partagée par l'ensemble des Classiques. En particulier, Thomas Malthus (1766-1834) formule déjà des critiques à l'encontre de la loi des débouchés. Pour lui, la capacité de l'épargne à trouver des débouchés dépend en effet de la « **demande effective** », terme qui sera repris par J-M. Keynes un siècle plus tard.

Cette critique ne portera cependant pas au XIX^{ème} siècle, notamment du fait que le raisonnement omet que l'épargne non dépensée peut aussi contribuer à la demande globale, en servant de débouché aux biens d'équipements.

a. *Le principe de population de Malthus.*

Dans son *Essai sur le principe de population* (1798), Malthus établit une « **loi naturelle** » de la **population**, que l'on peut exprimer sous la forme d'une suite mathématique à forme géométrique.

$$U_{n+1} = q \cdot U_n$$

Mathématiquement, il représente la croissance de la production agricole sous forme d'une simple loi arithmétique (si k est constant, les rendements ne sont donc pas décroissants) :

$$U_{n+1} = U_n + k$$

À terme, la croissance de la population sera donc bien plus importante que la croissance des biens de subsistance, ce qui explique les conditions misérables dans lesquelles vivent les couches les plus pauvres.

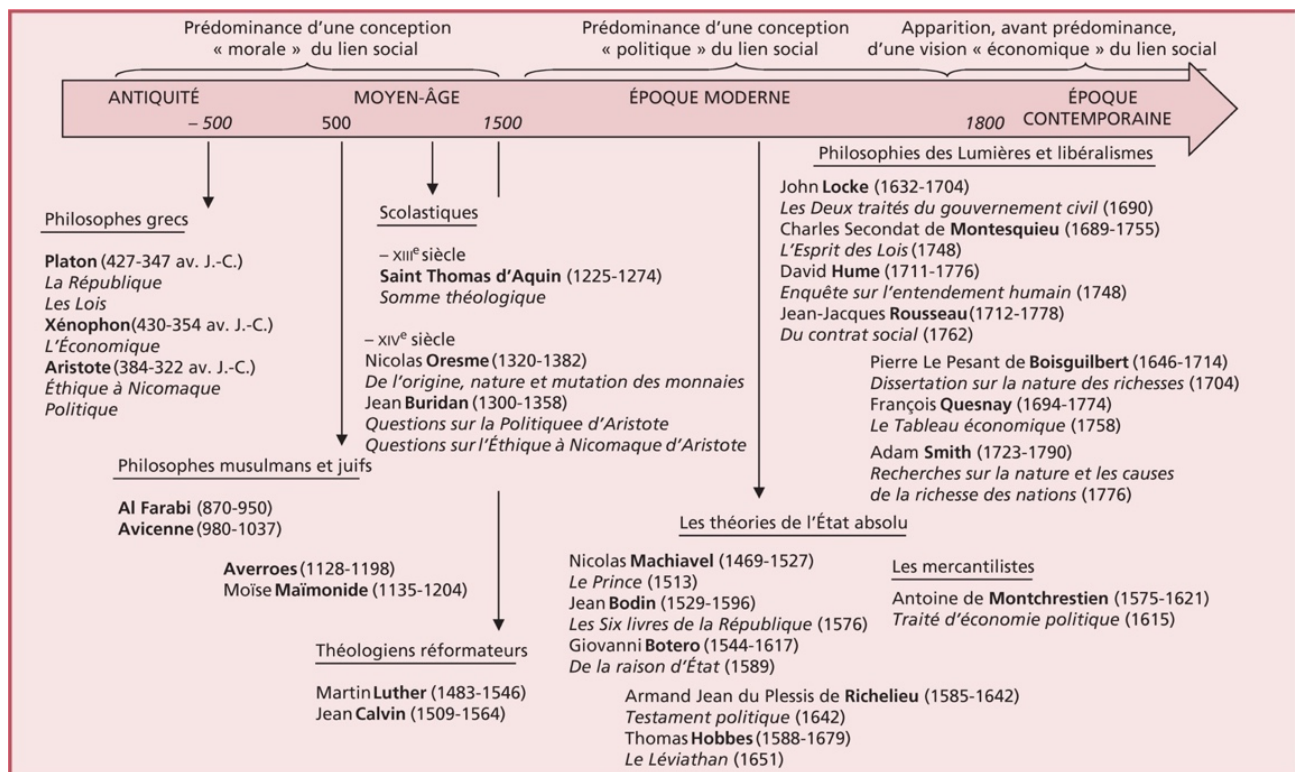
b. *L'état stationnaire de D. Ricardo*

David Ricardo s'inspire à la fois de la loi des débouchés de Say et du principe de population de Malthus, pour tirer son analyse de la croissance économique. Selon lui, à long terme, la dynamique de la croissance finira inévitablement par s'essouffler et atteindre un « état stationnaire ».

Pour le montrer, il distingue trois types de revenus associés à la production : le salaire, qui rémunère le travail à son prix naturel, la rente foncière, qui rémunère la terre, et le profit, résiduel, qui rémunère le capital.

La rente foncière dépend du différentiel de fertilité entre les terres agricoles : les premières terres mises en culture sont les terres les plus fertiles (coûts de production très faible) et chaque nouvelle terre cultivée est moins fertile que la précédente (coûts de production plus cher). Puisque les prix s'alignent sur les coûts de production des terres les moins fertiles, plus une terre est fertile, plus la production de blé dégage un surplus qui sera versé aux propriétaires.

La hausse de la population va donc à la fois augmenter la rente foncière (nouvelles terres en cultures) et les salaires (hausse du prix du blé donc du salaire de subsistance), provoquant une disparition progressive du profit. Sans profit, pas d'épargne et donc pas de croissance : l'économie est condamnée à atteindre un état stationnaire ».



Source : G. Deleplace, C. Laviaille, *Histoire de la pensée économique*, 2017

III. Les critiques socialistes du capitalisme au XIX^{ème} siècle

Les profondes transformations économiques sont à l'origine de bouleversement dans l'ensemble de l'organisation sociale. **L'urbanisation** et l'utilisation de plus en plus intensive du capital dans la production font émerger une **bourgeoisie industrielle** d'une part, et une classe de travailleuses et travailleurs d'autre part. Souvent poussée dans les villes par le manque de travail agricole (cf. enclosures en G-B.), ce nouveau groupe est avant tout celui de la misère ouvrière, que Karl Marx nommera **prolétariat**. Le travail des enfants est la règle – il sera interdit pour les enfants de moins de 8 ans en 1841 – et les journées de travail peuvent atteindre 15 heures par jour. Les salaires sont proches du minimum vital et les conditions de vie sont marquées par la malnutrition, l'insalubrité des logements et la maladie.

Les conditions de travail et de vie de plus d'une classe toujours plus nombreuse va provoquer de nombreuses contestations, dans des mouvements sociaux et politiques d'une part - l'année 1848 est une année d'insurrections contre l'absolutisme dans toute l'Europe – mais aussi dans les milieux intellectuels. Des philosophes et des économistes se mettent à contester la brutalité du capitalisme industriel et, avec lui, la pensée économique libérale des classiques.

Parmi ces intellectuels, nombreux sont ceux qui soulignent l'absence de moralité d'un système qui engendre tant de misère sociale, imaginant les conditions d'une société plus juste. En France, **Charles Fourier** (1772 – 1837) imagine des petites communautés autosuffisantes, fondées sur la coopération : les Phalanstères. **Pierre-Joseph Proudhon** (1809-1865), l'un des fondateurs du courant socialiste français, fait de la propriété privée la source des inégalités – « la propriété c'est le vol » - et s'oppose à la puissance de l'État. En Angleterre, **Robert Owen** (1871 – 1958), devient le représentant d'une doctrine sociale, qui repose sur un système mutualiste, le **chartisme**.

A. L'héritage classique de Karl Marx

Bien qu'il dénonce les conclusions d'Adam Smith et de David Ricardo, qu'il nomme lui-même les classiques, Karl Marx s'inspire beaucoup de leurs travaux et, comme eux, veut contribuer à fournir des explications scientifiques au fonctionnement du système de production.

Il reprend ainsi des travaux des classiques, la **théorie de la « valeur – travail »** et la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange.

Cependant, contrairement à Ricardo, Marx ne considère pas que le travail soit une marchandise comme les autres. Dans le Livre I du *Capital* (1867), il écrit :

« Le travail est d'abord un procès qui se passe entre l'homme et la nature, un procès dans lequel l'homme règle et contrôle son métabolisme avec la nature par la médiation de sa propre action. Il se présente face à la matière naturelle comme une puissance naturelle lui-même. (...) Mais en agissant sur la nature extérieure et en la modifiant par ce mouvement, il modifie aussi sa propre nature »

B. La théorie de la plus-value et de l'exploitation des travailleurs.

Chez les Classiques, nous avons vu que le profit tiré de la production était égal à sa valeur marchande moins les salaires. Il y a donc une différence entre la « valeur-travail » incorporée dans la marchandise et la rémunération du travail, et cette différence est versée aux propriétaires. Dans le livre I du *Capital* (1867) Karl Marx souscrit à cette analyse, c'est même là que réside, pour lui, la source de l'exploitation.

C. Les contradictions internes du capitalisme

Pour Karl Marx, la logique d'accumulation n'est cependant pas infinie et se heurte à de sérieuses limites, qui provoqueront, un jour ou l'autre, l'effondrement du capitalisme. La plus grosse contradiction réside dans la « **baisse tendancielle du taux de profit** ».

Texte 6 – La logique d'accumulation et les contradictions du capitalisme chez K. Marx.

La propriété privée, fondée sur le travail personnel, cette propriété qui soude pour ainsi dire le travailleur isolé et autonome aux conditions extérieures du travail, va être supplantée par la propriété capitaliste, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat.

Dès que ce procès de transformation a décomposé suffisamment et de fond en comble la vieille société, que les producteurs sont changés en prolétaires et leurs conditions de travail en capital, qu'enfin le régime capitaliste se soutient par la seule force économique des choses, alors la socialisation ultérieure du travail, ainsi que la métamorphose progressive du sol et des autres moyens de production en instruments socialement exploités, communs, en un mot, l'élimination ultérieure des propriétés privées, va revêtir une nouvelle forme. Ce qui est maintenant à exproprier, ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une escouade de salariés.

Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux. Corrélativement à cette centralisation, à l'expropriation du grand nombre des capitalistes par une poignée d'entre eux, se développent sur une échelle toujours croissante l'application de la science à la technique, l'exploitation de la terre avec méthode et ensemble, la transformation de l'outil en instruments puissants seulement par l'usage commun, partant l'économie des moyens de production, l'entrelacement de tous les peuples en un marché universel, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste.

À mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés.

Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867

- Quel est l'effet de l'accumulation du capital sur le développement du capitalisme ? Et sur le nombre de travailleurs exploités ?
- D'après Marx, que va provoquer inévitablement cette dynamique d'accumulation ?

IV. La « révolution marginaliste » et la naissance de l'économie néoclassique.

Avec Smith, Ricardo et Marx, l'économie était encore définie par son objet : la science des lois qui commandent la production et la distribution des marchandises. Entre 1871 et 1873, trois professeurs d'économie, qui ne se connaissent pas, vont proposer une nouvelle théorie de la valeur, en rupture avec la théorie classique qui associe la valeur des choses à leur coût de production : la théorie de **l'utilité marginale***.

- **Carl Menger (1840-1921)**, professeur d'économie politique à Vienne, écrit, en 1871, *Les Fondements de l'économie politique*, dans lequel il expose sa théorie des prix. Il est le fondateur de ce que l'on nommera « l'école autrichienne ».
- **William Stanley Jevons (1835-1882)**, professeur d'économie politique à Manchester, publie, aussi en 1871, *Théorie de l'économie politique*, et y expose une théorie des prix similaire à celle de Menger.
- **Léon Walras (1834-1910)**, professeur d'économie politique à Lausanne, publiera deux ans plus tard ses *Éléments d'économie politique pure* (1873), dans lequel il décrira l'équilibre général des marchés en situation de concurrence parfaite.

A. Les marginalistes et les fondements de l'économie néoclassique.

L'idée centrale développée par ces trois économistes est que la motivation principale des individus est de maximiser leur niveau d'utilité. Cette conception du bonheur s'inspire en grande partie des travaux d'un philosophe anglais du siècle précédent, Jérémy Bentham (1748-1832). Selon lui, le bonheur collectif se mesure comme la somme des satisfactions individuelles, et grandit à mesure que chacun augmente son utilité.

La principale innovation des marginalistes est de proposer un prolongement à la pensée utilitariste, reposant non plus sur la satisfaction totale des individus, difficile à mesure, mais uniquement sur celle associée à la dernière unité qu'ils ont consommée. On parle d'un **raisonnement « à la marge »**.

1. Les principes du raisonnement marginaliste.

a. L'individualisme méthodologique et l'hypothèse de rationalité forte

Dans leurs travaux d'origine, Jevons, Menger et Walras supposent que les comportements économiques des individus – c'est-à-dire ceux qui concernent les denrées rares – fonctionnent sur un modèle utilitariste. Pour comprendre comment la société s'organise, il suffit donc de s'intéresser au comportement d'un individu représentatif et de le reproduire à volonté. On parle, pour désigner ce type de raisonnement « d'individualisme méthodologique ».

b. Le raisonnement « à la marge » : une nouvelle conception de la valeur.

L'originalité des marginalistes ne tient pas dans la formalisation des principes utilitaristes, largement répandus au XIX^{ème} siècle, mais plutôt dans leur reformulation de la théorie de la valeur. Ils rejettent en effet les conclusions d'A. Smith et de D. Ricardo associant la valeur des marchandises au travail incorporé, pour leur préférer l'intuition de J-B. Say sur la « valeur-utilité ». Cependant, ils considèrent qu'il est inutile de chercher à quantifier l'utilité totale associée à une marchandise, trop difficile à mesurer. Ce qui compte, c'est uniquement l'utilité de la dernière unité consommée.

Cette nouvelle théorie de la valeur va connaître un immense succès, en particulier parce qu'elle est généralisable à l'ensemble des biens et services, et pas seulement à ceux qui sont issus d'un travail humain. Elle permet surtout d'aboutir à une théorie générale de la formation des prix.

2. La libre concurrence et le marché autorégulateur comme mode d'allocation optimal des ressources.

a. L'équilibre de marché grâce à la « loi d'indifférence » de S. Jevons.

Pour S. Jevons (1871), puisque la valeur accordée à un bien par les individus est égale à leur utilité marginale, il en va de même pour le prix qu'ils sont prêts à payer pour l'obtenir, compte tenu des quantités dont ils disposent déjà. Chaque agent est donc en capacité d'exprimer un « consentement à payer » pour chaque marchandise échangée sur un marché.

Jevons imagine la façon dont les prix peuvent évoluer sur un marché local sur lequel tout le monde a quelque chose à vendre. Chacun est donc à la fois acheteur et vendeur.

b. *La libre concurrence et le marché autorégulateur chez L. Walras*

Dans ses *Principes d'économie politique pure* (1874), Léon Walras propose un raisonnement différent de celui de S. Jevons, mais aboutit à une conclusion similaire. Pour lui, la libre concurrence a pour vertu de permettre à l'offre de bien, c'est-à-dire la quantité que les agents souhaitent vendre à un prix donné, et la demande, la quantité qu'ils souhaitent acheter, s'équilibrent.

Texte 7 – Léon Walras et l'équilibre du marché.

« La **libre concurrence** est dans certaines limites un mécanisme **automoteur** et **autorégulateur** de production de la richesse par les hommes en société, si on peut supposer que les hommes sont capables de connaître leur intérêt et de le poursuivre, c'est-à-dire qu'ils sont des personnes raisonnables et libres. À cette condition, qui est fondée et légitime, nous démontrons que sous le régime de la libre concurrence, les choses tendent d'elles-mêmes vers un équilibre correspondant au maximum d'utilité effective et coïncidant avec la proportionnalité des valeurs des services et produits à leur rareté.

Si la quantité possédée d'un produit diminue ou que l'utilité augmente, la rareté croissant, le prix s'élève ; le prix s'élevant, il y a bénéfice pour l'entrepreneur du produit qui développe sa production, et la quantité augmente. Si la quantité possédée du produit augmente ou que l'utilité diminue, la rareté décroissant, le prix s'abaisse ; le prix s'abaissant, il y a perte pour l'entrepreneur du produit, qui restreint sa production, et la quantité diminue. Et tout cela, toujours en vue de l'utilité *maxima*. Aucune science appliquée ne saurait offrir une règle générale et supérieure mieux démontrée que ne l'est la libre concurrence. (...)

L'économie politique pure est essentiellement la théorie de la détermination des prix sous un régime hypothétique de libre concurrence absolue. L'ensemble de toutes les choses, matérielles ou immatérielles, qui sont susceptibles d'avoir un prix parce qu'elles sont *rare*, c'est-à-dire à la fois *utiles* et *limitées en quantité*, forme la *richesse sociale*. C'est pourquoi l'économie politique pure est aussi la *théorie de la richesse sociale*. (...)

L. Walras, *Étude d'économie politique appliquée*, 1898

1. Quel lien établit Walras entre l'utilité et le niveau des prix ?
2. Quelles sont les conditions pour que cette relation soit bien vérifiée ?

Pour L. Walras, c'est la rareté, dont l'utilité marginale est une composante, qui détermine réellement la valeur des marchandises. En effet, plus un bien est désiré, parce que son utilité marginale est élevée, plus il sera rare et donc plus il sera cher. Mais, à l'inverse, un bien extrêmement rare est par définition difficile à acquérir, ce qui augmente d'autant son utilité marginale.

c. La conception « organique » du marché de C. Menger

S'il partage avec ses contemporains l'intérêt pour l'étude des comportements individuels et l'idée d'un raisonnement « à la marge », C. Menger occupe une place un peu particulière dans l'histoire de la pensée économique. Lorsqu'il écrit ses *Principes de l'économie* (1871), son objectif est de proposer une méthode d'analyse scientifique des comportements, dépouillée de toutes les contingences historiques. Cette approche scientifique se trouvera au cœur d'une querelle célèbre qui l'opposera à l'école historique allemande, dont Gustav von Schmoller (1838-1919) est l'un des représentants.

Pour C. Menger, le marché – comme toutes les institutions - n'est pas un cadre théorique, mais plutôt le résultat non intentionnel des actions individuelles. Autrement dit, c'est en poursuivant librement leur intérêt individuel que les agents ont donné naissance aux mécanismes du marché. La libre concurrence est donc un processus organique, qui permet aux agents de comparer et de sélectionner les biens les plus désirables, en leur accordant la plus grande valeur. Le marché est donc un mode de coordination qui permet de révéler spontanément les préférences des individus, et de connaître celles des autres.

Dès lors, toute formalisation mathématique de ce processus serait vaine, puisqu'elle viserait à simplifier inutilement la complexité des décisions humaines. La seule chose qui compte est de comprendre que c'est en laissant les agents libres d'agir comme ils l'entendent que la société leur permet de disposer des meilleures informations sur l'environnement qui les entoure.

B. De l'équilibre général à l'équilibre partiel : les fondements de l'économie « néoclassique ».

La postérité de la « révolution marginaliste » tient au fait qu'elle ait posé les bases d'une nouvelle science, fondée sur les hypothèses de rationalité parfaite et sur l'individualisme méthodologique. En discutant et en prolongeant les travaux de L. Walras et de S. Jevons, des générations d'économistes vont contribuer à créer un cadre d'analyse très puissant, démontrant la supériorité de la libre concurrence sur tout autre mode d'organisation de l'économie.

1. La modèle d'équilibre général de Léon Walras.

Pour L. Walras, la situation d'**équilibre générale** obtenue par le seul jeu du marché serait non seulement stable, mais elle garantit en plus que toutes les ressources de l'économie sont employées le mieux possible, en fonction de leur rareté et de leur utilité : on peut parler « d'une **allocation optimale des ressources** ». Reste pour Walras à apporter la démonstration mathématique de cette théorie.

a. La démonstration de l'existence d'un système de prix d'équilibre

On parle d'un système de « prix d'équilibre » pour désigner un ensemble de prix qui permet d'égaliser l'ensemble des offres et des demandes sur l'ensemble des marchés. La démonstration de l'existence d'un prix d'équilibre proposée par L. Walras dans ses *Éléments d'économie pure* (1874), repose en partie sur une formalisation de la « loi des débouchés » de J-B. Say. En considérant l'ensemble des marchés, la totalité de ce qui est vendu est forcément égal à la totalité de ce qui est acheté.

b. La convergence vers l'équilibre : la métaphore du commissaire-priseur.

Une fois réglée la question de l'existence d'un prix d'équilibre, L. Walras cherche à démontrer que le marché peut conduire, de façon spontanée, à ce que les prix de chacun des marchés convergent vers leur niveau d'équilibre, et n'en dévie plus. Pour répondre à cette question, Walras utilise une image : celle d'un système de vente à la criée, dans lequel un « commissaire-priseur » annoncerait à l'avance les prix, puis enregistrerait les offres et les demandes correspondant.

c. Les prolongements des travaux de Walras pour prouver l'existence d'un système de prix d'équilibre.

Dans un article célèbre de 1954, « Existence of an equilibrium for a competitive economy » in *Econometrica*, les mathématiciens Kenneth Arrow et Gérard Debreu ont cherché à préciser les conditions sous lesquelles le théorème du point fixe, appliqué par L. Walras, peut s'appliquer et surtout sous lesquelles le marché peut converger spontanément vers un prix d'équilibre.

Cependant, cette démonstration théorique de l'existence d'un système de prix d'équilibre n'a pas clos les débats quant à l'existence d'un équilibre de marché. En particulier, parmi les hypothèses d'Arrow et Debreu, la stricte décroissance des courbes de demande en fonction du niveau des prix est l'un de celles qui pose le plus gros problème. En effet, il est impossible de prédire la forme que prendra la demande d'un bien sur un marché, consécutive à la variation des prix sur un autre marché. Cette impossibilité est liée à l'existence de deux effets contradictoires : l'effet de substitution et l'effet de revenu, que vous modéliserez l'année prochaine.

Par exemple, si le prix de l'essence augmente, cela peut se traduire par une augmentation de la consommation de transports en communs, par effet de substitution, ou par une baisse d'achat de titres de transports, par effet de revenu.

Ainsi, les demandes nettes sur chaque marché prennent des formes indéterminées et impossibles à prévoir à l'avance. C'est ce résultat qui apparaît dans un article célèbre de Hugo Freund Sonnenschein (1972). La conclusion de ce théorème est qu'il est impossible de déduire du théorème de l'équilibre général d'Arrow et Debreu une « autorégulation du marché vers un équilibre ».

Le théorème de l'existence d'un équilibre général est un résultat fondateur pour la théorie néoclassique. L'enjeu est important : démontrer mathématiquement qu'il est possible de coordonner une multitude de décisions individuelles à travers un système de prix revient à donner à l'idée de « main invisible » défendue à la fin du XVIII^{ème} siècle par Adam Smith la force d'une vérité scientifique. Mais nous l'avons vu, cette tentative souffre de nombreuses objections.

Comment expliquer alors que le cadre de la concurrence parfaite demeure aussi influent dans les travaux économiques ? Pour le comprendre, il faut changer de perspective : ce n'est pas parce qu'il décrit parfaitement la réalité que le modèle d'équilibre général en concurrence parfaite est intéressant, mais plutôt parce qu'il permet de modéliser la façon dont se comportent des individus parfaitement libres sur un marché.

2. Alfred Marshall et le raisonnement en équilibre partiel : l'invention de la microéconomie néoclassique.

Si Walras évoque rapidement la question des quantités disponibles sur le marché, les marginalistes s'intéressent encore peu à la production : ils décrivent essentiellement une économie d'échange. Pour S. Jevons, l'offre n'influence la valeur que parce qu'elle en détermine la rareté. Walras va plus loin en notant que les producteurs ajustent leur offre en fonction du prix du marché et de leurs coûts de production, mais sans s'intéresser aux conditions concrètes de la production.

Le principal successeur de Jevons, **Alfred Marshall** (1842-1924), va chercher à combler ce manque, en élaborant une théorie générale de l'économie de marché. Il propose ainsi plusieurs innovations théoriques, qui, ajoutées à l'individualisme méthodologique et à l'hypothèse de rationalité, poseront les bases de la microéconomie, telle qu'elle est enseignée encore aujourd'hui. Parmi les outils analytiques forgés par Marshall, on peut identifier trois piliers importants : le raisonnement en « équilibre partiel », la « loi des rendements décroissants » et l'hypothèse de la « concurrence parfaite »

a. La formalisation de la concurrence en équilibre partiel.

À la différence de L. Walras, A. Marshall ne s'embarrasse pas de la question de l'équilibre général. Pour lui, il est vain de chercher à démontrer que tous les marchés s'équilibrent simultanément, donnant lieu à une stabilité générale des prix et des quantités. Ce qui intéresse Marshall, c'est de parvenir à une représentation formalisée des interdépendances entre l'offre, la demande et les prix de marché. Peut-on prévoir comment vont évoluer les quantités produites lorsque les prix évoluent ? Quel est la conséquence d'une baisse subite de la demande sur l'équilibre d'un marché ?

La théorie d'A. Marshall va dominer la science économique pendant tout le début XX^{ème} siècle. Après la guerre, de nombreux économistes vont remettre en cause la pertinence de certaines hypothèses fondamentales de son modèle, mais sa représentation des courbes d'offre et demande va continuer à influencer les travaux de microéconomie. Le cadre analytique que nous allons présenter maintenant est une synthèse des travaux de Marshall et des nombreux apports et raffinements qui y ont été apportés depuis.

b. Une application du raisonnement néoclassique : le marché du travail et le « chômage volontaire ».

La convergence des prix et des quantités vers un équilibre de concurrence parfaite concerne l'ensemble des marchandises et, tant que l'État se garde d'intervenir, les agents ont la garantie que les prix du marché reflètent à la fois la disponibilité des biens et leur utilité. En considérant, à l'instar des Classiques, que le travail est une marchandise comme les autres, les Néoclassiques proposent de représenter le marché du travail sous la forme d'un marché en équilibre partiel.

Ainsi, l'offre de travail peut être définie comme la quantité d'heures de travail que les salariés sont prêts à vendre à un prix donné. La demande de travail représente, quant à elle, la quantité que les employeurs souhaitent acheter, à un salaire donné.

V. La rupture keynésienne

La période du début du XX^{ème} siècle est caractérisée par de nouvelles transformations historiques. D'abord, **du point de vue des structures de l'économie**, on observe une plus **grande concentration du capital**. Les grands travaux industriels du XIX^{ème} avec le développement du rail (en France, plan Freycinet lancé en 1878 et aux États-Unis, André Kaspi parle de « Folie du chemin de fer » avec une multiplication par 20 des lignes entre 1860 et 1900), le percement de canaux transocéaniques (Suez en 1869, Panama entre 1881 et 1914), l'expansion coloniale ou encore la concentration des populations dans les villes ont permis aux entreprises à économies d'échelle de réaliser des gains importants.

La **première guerre mondiale** a provoqué des pertes matérielles, et surtout humaines sans précédent : la France compte 1,35 millions de morts, soit 10,5% des hommes actifs, l'Allemagne un peu moins de 10%, l'Italie 6% environ. Les pays d'Europe en sorte épuisés, pour partie détruits et surtout endettés. Des désordres monétaires se traduisent par une inflation en France, et une hyperinflation en Allemagne. Les négociations sur les réparations écrasent les pays vaincus, et font naître un sentiment d'injustice qui prépare déjà le terrain des conflits à venir.

Le début de siècle est aussi celui de la concrétisation des mouvements révolutionnaires inspirés par les travaux de Marx et qui ont agité la France et l'Allemagne, mais n'aboutiront réellement qu'en Russie. En 1917, la **Révolution d'octobre** ouvre la voie à la construction d'un État socialiste. C'est une dictature qui émergera finalement de cette rupture, mais pendant 70 ans, elle jouera le rôle de contre-modèle, parfois menaçant et toujours influent, au système capitaliste dont les États-Unis s'imposeront comme les premiers représentants.

Les années qui suivent sont aussi ponctuées de ruptures et de crises importantes. **La crise de 1929** est la plus profonde jamais connue depuis la révolution industrielle. Après des années de spéculation massive, le krach boursier du jeudi 24 octobre 1929 se traduit en effet par un effondrement du cours des actions à la bourse de New York : l'indice « Dow Jones », basé sur le cours des actions américaines, passe de 238 \$ en 1929, à seulement 36 \$ en 1932. Les banques, les entreprises, les ménages qui possédaient des titres financiers se retrouvent ruinés : 5 000 banques et 23 000 entreprises font faillite en 1929 tandis que la baisse des prix plonge les agriculteurs, déjà endettés, dans la misère (J. Steinbeck, *Les Raisins de la colère*, 1939).

La multiplication des faillites et la baisse des prix entraînent un chômage massif et durable aux États-Unis, avant de s'étendre à l'Europe. La dégradation des conditions de vie se traduit par une déstabilisation politique qui, dans un contexte de rancœurs nationalistes liées aux humiliations de la première guerre mondiale, contribuera à l'instauration d'une dictature antisémite en Allemagne et à l'éclatement d'un deuxième conflit mondial.

Dans ce contexte, le mot d'ordre des Néoclassiques - « laisser le marché s'ajuster » - est difficilement soutenable. C'est au milieu de ces bouleversements que va naître la pensée keynésienne. J.-M. Keynes est un économiste britannique, élève d'A. Marshall à Cambridge. Il n'a pas de carrière universitaire et travail comme haut fonctionnaire au Trésor britannique. À ce titre, il participe aux négociations du traité de Versailles, qu'il dénonce dans *Les Conséquences économiques de la paix*, en 1919.

Cet engagement dans les affaires publiques le conduit à la fois à s'intéresser à la résolution concrète des difficultés économiques du début du siècle, mais aussi à accorder une importance particulière à la vulgarisation de ses analyses, qu'il développe dans *Le Traité de la monnaie* (1930) et la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936). C'est dans cet ouvrage qu'il va formuler les critiques les plus radicales contre certaines hypothèses et conclusions de l'économie néoclassique, et poser les bases d'un nouveau cadre théorique qui marquera tout le XX^{ème} siècle.

A. La critique de la loi des débouchés et la « préférence pour la liquidité ».

On se souvient que, pour les Classiques comme pour les Néoclassiques, la libre circulation des marchandises, permet un ajustement spontané du marché des biens et services autour des prix d'équilibre. Lorsque la production s'effondre, comme cela a été le cas en 1929, il faut donc laisser les prix baisser de façon à ce que la demande puisse absorber cette production. Cette dernière ne repartira que lorsque les entreprises auront accumulé suffisamment d'excédent – de profit – pour

épargner à nouveau et augmenter enfin, peu à peu, leurs capacités de production. Plus la production repartira vite, plus l'épargne sera importante et plus les revenus distribués augmenteront, sortant ainsi la population de la misère dans laquelle elle a été plongée. Or, pour Keynes, dans un contexte de chômage de masse, l'épargne est justement ce qui empêche l'activité de repartir.

Texte 8 – J-M. Keynes : une critique de la « loi des débouchés ».

Il y a aujourd'hui beaucoup de gens qui, voulant du bien à leur pays, s'imaginent qu'*épargner* plus qu'à l'ordinaire est la meilleure chose que leur prochain et eux-mêmes puissent faire pour améliorer la situation générale. S'ils s'abstiennent de dépenser une proportion de leurs revenus plus forte que d'habitude, ils auront aidé les chômeurs, croient-ils. Et s'ils sont membres de conseils municipaux ou de *County Councils*, ils croient que la ligne de conduite à adopter à l'époque présente, c'est de s'opposer à toute dépense qui irait à de nouveaux chantiers de travaux publics ou à l'amélioration du confort collectif. Or, en certaines circonstances tout cela serait parfaitement juste, mais dans la situation actuelle c'est malheureusement faux de point en point. [...]

En effet la fonction de l'épargne est de rendre une certaine quantité de travail disponible pour la production de biens d'équipement, tels que maisons, usines, routes, machines, etc. Mais si un surplus important de chômeurs est déjà disponible pour des emplois de ce genre, le fait d'épargner aura seulement pour conséquence d'ajouter à ce surplus et donc d'accroître le nombre des chômeurs. En outre, tout homme mis au chômage de cette manière ou pour toute autre raison verra s'amenuiser son pouvoir d'achat et provoquera, à son tour, un chômage accru parmi les travailleurs qui auraient produit ce qu'il n'a plus les moyens d'acheter. Et c'est ainsi que la situation ne cesse d'empirer en un cercle vicieux. La meilleure estimation que je puisse hasarder est que toutes les fois que vous économisez cinq shillings vous privez un homme de travail pendant une journée. [...]

Par contre, toutes les fois que vous achetez des marchandises vous contribuez à multiplier les emplois offerts aux travailleurs. [...] Tout compte fait, ce n'est rien là que le bon sens le plus élémentaire. En effet, si vous achetez des marchandises, il faut bien que quelqu'un les produise. Et si vous n'en achetez pas, les détaillants ne pourront venir à bout de leurs stocks, ils ne renouvelleront pas leurs commandes, et quelqu'un perdra son travail. Or donc, vous maîtresses de maison, pleines de patriotisme, élancez-vous dans les rues demain dès la première heure et rendez-vous à ces mirifiques soldes que la publicité nous vante partout. Vous ferez de bonnes affaires, car jamais les choses n'ont été si bon marché, à un point que vous ne pouviez même rêver. Faites provision de tout un stock de linge de maison, de draps et de couvertures pour satisfaire à vos moindres besoins. Et offrez-vous, par-dessus le marché, la joie de donner plus de travail à vos compatriotes, d'ajouter à la richesse du pays en remettant en marche des activités utiles, et de donner une chance et un espoir au Lancashire, au Yorkshire et à Belfast.

John Maynard Keynes, The Listener, 14 janvier 1931

- Quel rôle joue l'épargne dans une situation de crise, d'après Keynes ?
- Quelle est la seule solution pour tenter d'enrayer le « cercle vicieux » de la récession ?

B. Le chômage keynésien et les politiques de relance à court terme.

Le raisonnement que les Néoclassiques appliquaient au marché des biens et services est aussi valable sur le marché du travail. Ainsi, si l'offre de travail – c'est-à-dire les travailleurs disponibles – excède la demande – les employeurs qui embauchent – seul un ajustement des salaires à la baisse permettra un retour à l'équilibre. Cette analyse pousse les Néoclassiques à considérer que, si on laisse le marché fonctionner librement, le chômage est un toujours phénomène « **volontaire** ». Autrement dit, une personne qui ne souhaite pas travailler parce qu'elle juge le salaire trop faible, se met « volontairement » en retrait du marché du travail. Mais toutes celles qui souhaitent travailler au salaire d'équilibre le pourront.

En pleine crise des années 1930, Keynes va remettre en cause les fondements théoriques de ces mécanismes d'ajustement spontané et ce à deux titres : en montrant d'abord que le marché du travail n'est en rien comparable aux autres marchés, et ensuite en montrant que les décisions d'embauche ne dépendent pas seulement de la rationalité des employeurs.

1. Le travail n'est pas une « marchandise comme une autre ».

Keynes ne remet pas en cause l'idée que la confrontation entre le volume de travailleurs disponibles et les demandes des employeurs joue un rôle dans la fixation des salaires. Mais il formule plusieurs critiques contre la représentation Néoclassique du marché du travail.

2. Le rôle des anticipations et les politiques de relance à court-terme.

En rejetant l'idée d'un « équilibre de plein emploi » spontané, Keynes défend l'importance d'une forte intervention des pouvoirs publics, lorsque la faiblesse de la demande fait peser des risques trop importants sur l'économie.

J-M. Keynes prolonge cette analyse en cherchant à décrire précisément la façon dont raisonnent réellement les entrepreneurs. Pour lui, il est illusoire de penser que ces derniers puissent agir de façon purement rationnelle, disposer d'une information parfaite et immédiate sur les préférences des consommateurs et sur les profits résultants de chacune de leurs actions.

Au contraire, ces derniers ne cessent de chercher à anticiper l'avenir à partir d'indicateurs très imparfaits, qui les place dans une situation d'incertitude constante. Cette incertitude n'est pas de même nature selon que l'on raisonne à court ou à long terme.

En courte période, le stock de capital disponible et le nombre de travailleurs sont fixes. La question que se posent les entrepreneurs est alors : à quel degré faut-il utiliser ces facteurs de productions pour que mon activité soit rentable ?

C. L'incertitude radicale en longue période : Keynes et les « esprits animaux ».

En longue période, le stock de capital n'est plus fixe et les entreprises peuvent investir pour augmenter les moyens de production. Comme en courte période, ces décisions dépendent des anticipations des agents concernant les gains qu'ils espèrent réaliser, que Keynes appelle le « **efficacité marginale du capital** ».

Mais la véritable originalité de Keynes est de considérer qu'à long terme, les investisseurs n'ont aucune idée de ce que leurs investissements leur rapporteront, **l'incertitude est radicale**.

VI. Les grands courants de la pensée économique de l'après-guerre à la fin du XXème

La période de l'après-guerre est généralement analysée comme structurée autour de deux grandes phases. La première va de la fin de la Seconde Guerre mondiale aux débuts des années 1970. Elle est marquée par une forte croissance économique, de 5% à 6% par an, et par un niveau de chômage très bas – autour de 100 000 chômeurs en France durant les années 1960. La fin de cette phase d'expansion économique, que le journaliste Jean Fourastié a baptisé avec succès « **Les Trente Glorieuses** », est souvent associée à la première crise du pétrole (1973), qui marque le point de départ d'une période de croissance faible, ponctuée de crises et qui voit apparaître l'émergence d'un chômage de masse et durable.

D'un point de vue politique, les années d'après-guerre sont celles de la reconstruction et de l'émergence d'un **nouvel ordre mondial**. Contrairement à 1918, ce sont les États-Unis qui ont une position dominante en 1945. Dans un contexte de confrontation avec l'URSS de Staline, le gouvernement de H. Truman (1945 – 1953) va chercher à assurer l'influence nord-américaine en Europe, en participant de façon massive à l'effort de reconstruction. En 1947, le **plan Marshall** ou *European Recovery Program* apporte 13 milliards \$ aux pays belligérants, y compris l'Allemagne et l'Italie, dont 12 milliards de dons. La logique est donc bien différente de celle du traité de Versailles. L'OECE est créée en 1948 pour coordonner l'aide américaine (elle deviendra OCDE en 1961, en s'élargissant hors de l'Europe).

La stratégie américaine a des conséquences profondes sur l'Europe de l'Ouest à deux titres :

- Elle ouvre la voie à la constitution d'un modèle économique occidentale, dont les économies connaissent un rythme de croissance de la production et des revenus similaire. Les pays d'Europe bénéficient ainsi, outre de l'aide financière, des méthodes d'innovation et de gestion des entreprises américaines mais aussi s'inspirent aussi des techniques de marketing et des modes de consommation nord-américains.
- Elle accélère le processus d'intégration des pays d'Europe occidentale, qui se concrétisera avec les débuts d'une coopération économique sur les matières premières (CECA en 1950) dont le prolongement donnera naissance au marché commun (CEE en 1957) et au marché unique (Acte Unique de 1986) avant de d'aboutir à la création de l'Union Européenne (Traité de Maastricht en 1992)

Face à ce « bloc occidental », la **dictature stalinienne** se maintient comme un contre-modèle jusqu'au démantèlement de l'URSS en 1991. La concurrence entre blocs est un élément structurant de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle : elle explique en partie les efforts budgétaires américains dans l'industrie d'armement d'une part, mais aussi dans l'innovation et le développement de nouvelles technologies. L'émergence d'un « **compromis fordiste** », laissant un pouvoir de négociation accrue aux syndicats n'est pas non plus étranger à la crainte de voir les aspirations des travailleurs se tourner vers modèle communiste.

Enfin, les années 1950 et 1960 sont aussi celles de l'indépendance progressive des anciennes colonies. Pacifiquement ou à travers de guerres traumatisantes, le **processus de décolonisation** fait émerger de nouvelles questions économiques. De nombreux économistes se penchent sur la question du développement et sur les façons dont les nouveaux États indépendants pourraient rattraper leur retard économique, la plupart du temps en adhérant au modèle libéral de croissance porté par les États-Unis et l'Europe.

Dans ce contexte historique, les pensées économiques vont connaître des développements et une diversification considérable. Après une forme de consensus keynésien, de courte durée, ce sont les prolongements des théories néoclassiques qui vont rapidement s'imposer comme courants de pensée dominants. Cela ne signifie pas l'absence de débats, mais plutôt que les principaux travaux de l'après-guerre acceptent les principales hypothèses des néoclassiques, en particulier, celle d'une rationalité parfaite des agents économique et de la continuité entre l'analyse microéconomique et macroéconomique (contre le « no bridge » keynésien)

A. Les oppositions au keynésianisme et le retour en force du libéralisme.

1. Friedrich Hayek et l'héritage de l'école autrichienne.

Friedrich von Hayek (1888 – 1992) développe son programme de recherche à partir années 1920, mais ce n'est que dans les années 1970 que sa pensée sera réellement popularisée, en opposition frontale avec les thèses défendues par Keynes. Dans le prolongement de la pensée de l'école de Vienne, à laquelle il appartient avec **Ludwig Von Mises** (1881 – 1973), disciple de **Carl Menger** (1840 – 1921), l'une des originalités de la pensée d'Hayek est de défendre une perspective très libérale, sans pour autant partager le modèle néoclassique de l'équilibre. Pour lui, l'idée qu'il serait possible de modéliser mathématiquement un équilibre de marché est illusoire : les agents sont trop imprévisibles, libres et autonomes pour prétendre créer un cadre théorique qui prédise exactement leurs comportements.

2. Le monétarisme de M. Friedman et les « anticipations adaptatives ».

La deuxième critique radicale des travaux de J-M. Keynes vient d'un économiste de l'université de Chicago, Milton Friedman (1912 – 2006). Héritier des Néoclassiques, Friedman adopte les principales hypothèses de leurs travaux : le cadre de la concurrence parfaite – et notamment de la rationalité parfaite – le pont entre micro et macroéconomie et l'efficacité du marché pour atteindre un équilibre de plein-emploi.

Texte 9 - M. Friedman : L'inflation, un phénomène monétaire

La cause immédiate de l'inflation est toujours et partout la même : un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de la production. [...] Pourtant, nombreux sont ceux qui ont du mal à l'admettre, bien qu'à ma connaissance aucune autre proposition de la théorie économique ne bénéficie d'autant de preuves empiriques à son appui. [...] La question de fond consiste à se demander pourquoi la quantité de monnaie s'accroît plus vite que la production. [...] Aujourd'hui, les changements concernant la quantité de monnaie sont le résultat de la politique gouvernementale, ce qui revient à dire qu'à l'heure actuelle l'inflation des États-Unis se crée à Washington et nulle part ailleurs. Il est évident qu'aucun gouvernement n'aime à se voir reprocher ses mauvaises actions. [...] C'est pourquoi, lorsqu'il s'agit d'inflation, le gouvernement accuse les Arabes d'avoir fait monter le prix du pétrole ou bien les dirigeants syndicaux d'avoir fait monter les salaires, quand il ne s'en prend pas à l'avidité des industriels ou aux catastrophes naturelles qui ont touché la production agricole. Ce ne sont que de faux prétextes. Aucune de ces accusations n'a de lien réel avec l'inflation. [...]

L'inflation est créée à Washington, par la faute du gouvernement. Reste à savoir pourquoi. Je pense que cela s'explique par trois raisons principales. La première, qui prévaut depuis des siècles, consiste à dire que le gouvernement se trouve dans l'obligation d'augmenter ses dépenses alors qu'il n'est pas en mesure d'augmenter officiellement les impôts. Il est par conséquent amené à appliquer une forme d'imposition indirecte, à travers l'inflation. [...] L'inflation est une forme d'imposition qui possède une caractéristique particulière. C'est la seule forme d'imposition qui puisse être appliquée sans l'accord de personne. Aucun représentant du Congrès ne s'est jamais trouvé dans l'obligation de prendre parti et de dire « Je vote pour l'inflation » [...]. La seconde raison de l'inflation, beaucoup plus récente celle-là, tient à l'objectif du « plein-emploi », qui a donné lieu à la politique du même nom. [...] Une troisième raison [...] pour laquelle l'accroissement de la quantité de monnaie a été trop rapide, tient aux erreurs commises par les banques centrales. Les dirigeants des banques centrales prennent malheureusement leurs décisions en fonction de théories erronées : ils ont pensé qu'ils devaient s'occuper des taux d'intérêt alors que leur tâche consiste en fait à contrôler la quantité de monnaie. En essayant de contenir les taux d'intérêt, ils ont provoqué l'inflation et finalement les taux d'intérêt se sont retrouvés à un niveau beaucoup plus élevé que si les banques centrales avaient suivi une politique monétaire appropriée.

Milton Friedman, *Inflation et systèmes monétaires*, 1976, chap I (extrait).

1. Comment Friedman explique-t-il la forte inflation des années 1970 ?
2. Qui, d'après lui, est responsable de cette perturbation de l'économie américaine ?

3. La Nouvelle économie classique.

Cette critique est prolongée, et même poussée encore plus loin, par une autre école appelée la **Nouvelle Économie Classique**. Ses principaux représentants sont Robert Lucas (1937 - ...) et prix Nobel 1995, **Thomas Sargent** (1943 - ...) prix Nobel 2011, et **Neil Wallace** (1939 - ...).

Ils abandonnent l'idée de Friedman d'anticipations adaptatives, pour adopter celle des « anticipations rationnelles ».

Texte 10 – La « nouvelle économie classique » et les anticipations rationnelles

Le concept d'anticipations rationnelles signifie que les résultats ne diffèrent pas systématiquement (c'est-à-dire de façon régulière et prévisible) de ce que les gens prévoient. Ce concept est fondé sur la même idée que celle qui avait conduit Abraham Lincoln à affirmer : « *on peut tromper certaines personnes tout le temps, ou tout le monde un certain temps, mais on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps* ». Du point de vue de la doctrine des anticipations rationnelles, l'affirmation de Lincoln est correcte. Elle ne nie pas que les gens fassent souvent des erreurs de prévision, mais elle suggère que les erreurs ne se produisent pas de façon persistante d'un côté ou de l'autre. Les économistes qui croient aux anticipations rationnelles fondent leur croyance sur l'hypothèse économique usuelle selon laquelle les gens se comportent de façon à maximiser leur utilité (leur plaisir de vivre) ou leurs profits. Ils ont utilisé le concept des anticipations rationnelles pour comprendre diverses situations dans lesquelles les spéculations concernant l'avenir sont un déterminant majeur de l'action présente. [...]

Les anticipations rationnelles sapent la thèse selon laquelle les politiques peuvent manipuler l'économie en faisant en sorte que les anticipations du public soient systématiquement erronées. Robert Lucas a montré que, si les anticipations sont

rationnelles, le gouvernement ne peut manipuler les erreurs d'anticipation d'une façon prévisible et fiable, pour la simple raison que les erreurs faites par une personne faisant des anticipations rationnelles sont intrinsèquement non prévisibles. Son travail a débouché sur ce qui est parfois appelé « le théorème d'inefficacité des politiques publiques ». Si les gens ont des anticipations rationnelles, les politiques qui essaient de manipuler l'économie en les poussant à avoir des anticipations erronées peuvent introduire plus de « bruit » dans l'économie mais ne peuvent, en moyenne, améliorer ses performances.

Le théorème d'inefficacité concerne uniquement les politiques dont l'action repose sur le fait d'induire des erreurs d'anticipations. Beaucoup de politiques publiques fonctionnent en agissant sur les incitations, et le concept d'anticipations rationnelles ne conduit pas à les juger inefficaces. En fait, l'idée des anticipations rationnelles a été largement utilisée dans de tels contextes pour étudier la conception des politiques monétaires, budgétaires et de régulation, en vue d'obtenir de bons résultats économiques.

Thomas J. Sargent « Rational Expectations » (extrait), *The Concise Encyclopaedia of Economics*, 2008.

1. Quelle est la différence entre les anticipations adaptatives et les anticipations rationnelles ?
2. Qu'est-ce que le « théorème d'inefficacité des politiques publiques » ?

B. Les principaux courants d'inspiration keynésienne

1. Les « néocambridgiens », héritiers directs de Keynes

Dès les années 1930, un séminaire d'étudiants se forme à l'université de Cambridge pour discuter des premiers travaux de J-M. Keynes – dont le *Traité sur la Monnaie* (1930) - : le « Cambridge Circus ».

Parmi eux Nicholas Kaldor (1908 – 1986) et Joan Robinson (1903 – 1983) retiennent le socle de l'analyse keynésienne : l'incertitude radicale, le rôle des anticipations et l'absence de fondements microéconomiques à la macroéconomie (« no bridge »).

a. Le lien entre répartition des revenus et plein-emploi chez Nicholas Kaldor.

Dans *Un modèle de croissance* (1967), Nicholas Kaldor cherche à quelles conditions la croissance économique permettrait, à long terme, d'atteindre le plein-emploi. Pour lui, l'ensemble des travailleurs qui souhaitent être embauchés le seront, à condition que les investissements réalisés par les détenteurs de capitaux soient suffisants.

b. Le rôle du partage de la valeur ajoutée chez Joan Robinson.

Joan Robinson, dans *Essay on the Theory of Economic Growth* (1962), note cependant que le lien entre taux de profit et taux d'investissement n'est pas à sens unique. Certes le taux d'investissement augmente avec le taux de profit, mais plus le taux d'investissement est important, plus les prix augmentent avec lui. En considérant, avec Keynes, que les salaires nominaux sont le fruit d'une négociation, cette inflation se traduit par une baisse des salaires réels, et une augmentation de la part des revenus réels accordée aux profits. Robinson parle d'une « épargne forcée » des salariés, dont la baisse de salaire finance les investissements.

2. Les nouveaux keynésiens « dans la citadelle de la NEC » (O. Favereau (1985))

À partir des années 1970, des économistes s'attaqueront aux conclusions des monétaristes et des nouveaux classiques sur la supériorité du marché, mais en utilisant cette fois-ci les outils théoriques de l'analyse néoclassique. Ils acceptent ainsi l'idée d'un prolongement des décisions individuelles (microéconomiques) au niveau macroéconomique, ainsi que l'hypothèse de rationalité des agents.

a. Les fondements microéconomiques aux rigidités de marché.

Comme Keynes, les nouveaux keynésiens rejettent l'hypothèse d'information parfaite des néoclassiques, et revendiquée par les nouveaux classiques. Cependant, à la différence des postkeynésiens, leurs travaux reposent sur l'idée qu'il est possible d'intégrer l'imperfection de l'information à la microéconomie.

Dans un article qui est devenu canonique, « The Market for Lemons : Quality uncertainty and the market mechanism », *Quarterly Journal of Economic*, George A. Akerlof (1940 - ...) prix Nobel en 2001, montre que, sur un marché, les agents ne disposent pas toujours de la totalité des informations nécessaires pour prendre leurs décisions.

b. Les rigidités sur le marché du travail et le « salaire d'efficience »

Joseph Stiglitz (1943 - ...), prix Nobel 2001 avec G. Akerlof et ancien économiste en chef de la Banque Mondiale (1997 – 2000), utilise, lui aussi, les imperfections de marché pour étudier le fonctionnement du marché du travail.

Texte 11 – J. Stiglitz et l'information imparfaite.

Selon la théorie dominante, l'individu conclut un contrat pour accomplir une certaine tâche et n'est payé que s'il s'en acquitte. Elle suppose que l'application du contrat n'entraîne aucuns frais – en partie parce que l'on est censé savoir si la tâche (minutieusement décrite) a été accomplie. Pourtant, les imperfections de l'information abondent dans l'économie, et ces imperfections ont de profondes répercussions sur la manière dont celle-ci se comporte, fait reconnu par l'attribution du prix Nobel 2001 (pour les travaux réalisés en particulier sur l'*asymétrie* d'information). (...)

Premièrement, une information imparfaite entraîne une concurrence imparfaite, mais il ressort de nos recherches ce résultat étonnant que même un léger défaut de l'information – par exemple, les frais limités qu'entraînent la recherche d'un nouvel emploi – peut avoir des effets considérables. Les économistes ont toujours su que l'information était imparfaite mais ils espéraient que de légères imperfections ne modifieraient l'équilibre que faiblement, et que de fait les imperfections étaient bien mineures. Ces espoirs n'étaient fondés sur aucun travail d'analyse mais sur le constat que, si ces hypothèses étaient *fausses*, les modèles en usage depuis des décennies et les conclusions qui en découlent n'auraient plus guère de sens. Au risque de paraître pompeux, je dirai que l'analyse économique est, dans une large mesure, devenue obsolète du jour au lendemain. (...)

L'information imparfaite provoque du chômage: même lorsque les salaires sont si élevés que la demande de main-d'œuvre est inférieure à l'offre, les salaires ne chutent pas. En effet, si une entreprise baisse ses salaires, l'effort fourni par les travailleurs ou la qualité du recrutement risquent de diminuer (ou les coûts de rotation de la main-d'œuvre d'augmenter). Pour la plupart des gens, il n'y a là rien de bien nouveau. Il n'en va pas de même pour le modèle économique néoclassique. Selon ce modèle, les marchés se rééquilibrent toujours. Ce que l'on prend pour du chômage n'est rien d'autre qu'un soudain changement de la demande de loisirs. La théorie économique de l'information souligne aussi que, souvent, le processus d'*ajustement* décentralisé ne fonctionne pas parfaitement, entraînant des taux de chômage temporaire qui dépassent même les taux de chômage *d'équi- libre* associés aux salaires d'efficience. Pourtant les tenants de la théorie traditionnelle font la sourde oreille – après tout, comme l'information est parfaite, il est facile d'aller vers un nouvel équilibre chaque fois que l'économie est perturbée. (...)

La théorie économique de l'information met en cause l'école néoclassique, qui affirme que les marchés *s'ajustent d'eux-mêmes* et sont *efficents*, que la nature de l'équilibre (et son efficience) ne dépend ni de la répartition ni des institutions. Pour les économistes traditionnels, c'est la loi de l'offre et de la demande qui détermine la répartition des ressources (y compris des revenus), et non les institutions comme le métayage. Ainsi, l'on peut, en toute quiétude, dissocier les questions d'efficience des questions de répartition. La théorie économique de l'information a mis en question chacun de ces postulats. Bruce Greenwald et moi-même avons montré que lorsque l'information est imparfaite ou que les marchés sont incomplets – ce qui est toujours le cas – ils ne sont pas efficaces, même sous contrainte, au sens de Pareto; cela signifie qu'il existe, par principe, des interventions sur le marché qui sont à même de prendre en compte les coûts d'information et de constitution du marché, et de contribuer au bien-être général (voir Greenwald et Stiglitz, 1986).

Joseph Stiglitz, « Emploi, Justice sociale et travail », Revue internationale du travail, 2002

- Quels sont les exemples d'information imparfaite donnés par Stiglitz ?
- En quoi l'information imparfaite peut-elle provoquer du chômage « involontaire » ?

c. Le retour de l'État et la lutte contre les inégalités.

Au-delà de ses travaux microéconomiques, qui prennent beaucoup de distance par rapport au « no bridge », Joseph Stiglitz défendra l'héritage keynésien en s'élevant régulièrement contre l'idéologie ultra-libérale.

Dans *Un Autre monde* (2007), dont le sous-titre est « contre le fanatisme de marché », il rappelle que l'État a joué un rôle dans la constitution des marchés – une idée déjà développée par Karl Polanyi (1944).

Stiglitz en appelle alors à ne plus séparer le social de l'économie, mais considérer que la lutte contre les inégalités doit être remise au cœur des réflexions sur l'efficacité économique. Cette idée sera encore creusée avec le renouveau de l'économie des inégalités, dont les principaux représentants sont Thomas Piketty (1971 - ...), Emmanuel Saez (1972 - ...) ou encore Camille Landais (1981 - ...).

3. L'école de la régulation : une hétérodoxie influencée par Keynes et par Marx.

L'École de la régulation est née en France, dans les années 1970. Ses principaux représentants sont Michel Aglietta (1938 - ...), Robert Boyer (1943 - ...) ou encore Jacques Mistral (1947 - ...). Le point commun de ces économistes est de mettre à la fois l'accent sur l'importance des rapports sociaux, comme le faisait Marx, et sur le rôle des institutions dans le comportement des agents, dans le prolongement de Keynes.

Conclusion – Une science de débats

Le tour d'horizon des grands débats qui ont structuré la pensée économique, permet d'abord et avant tout de voir que la science économique est une science en mouvement. Les apports théoriques un jour ignorés (« la demande efficiente » de Malthus) peuvent retrouver une actualité cent ans plus tard, avant d'être à nouveau contestés.

Les développements et les débats qui traversent les sciences économiques sont aujourd'hui multiples. Parmi ces débats, la question de la place de l'économie vis-à-vis des autres disciplines – des sciences mathématiques, physiques et des sciences naturelles d'une part, et des autres sciences sociales d'autre part - est peut-être le plus structurant, et aussi le plus virulent.

D'un côté, certains économistes font un lien entre le sérieux scientifique de l'économie et sa capacité à isoler des liens de cause à effet vérifiables et indiscutables, à la manière des sciences physiques. C'est le cas dans le document ci-dessous.

Texte 12 – L'économie comme « science expérimentale ».

Pour le grand public, un grand nombre d'intellectuels et de journalistes, et même certains économistes « dissidents » ou « hétérodoxes », l'économie ne serait pas une discipline « scientifique » comme la physique, la biologie, la médecine ou la climatologie. Selon eux, l'analyse économique se réduirait à des arguties théoriques, le plus souvent inutilement mathématisées et déconnectées de la réalité.

Ce jugement est erroné. Contrairement à une opinion trop répandue, ce n'est pas le sujet abordé qui permet de qualifier une discipline de scientifique ou pas. Ce n'est pas parce que l'astronomie s'intéresse au mouvement des planètes et l'économie au devenir d'êtres humains que la première serait scientifique et la seconde ne le serait pas. Ce n'est pas l'objet analysé qui importe, c'est la *méthode* employée pour valider les résultats qui distingue le savoir scientifique des autres formes de la connaissance. À ce titre, l'analyse économique est depuis longtemps une « science » comme les autres. Ses méthodes de validation, c'est-à-dire la manière d'accepter ou de refuser une conclusion, sont semblables à celles des autres disciplines scientifiques. Mais surtout, depuis plus de trois décennies, grâce à l'accès à d'immenses bases de données, à une démultiplication des capacités de traitement de l'information et à un profond renouvellement méthodologique, l'économie est devenue une science *expérimentale* dans le sens plein du terme.

Comme toute discipline de ce type, l'analyse économique contemporaine cherche à mettre en évidence des *liens de cause à effet*. Elle ne se contente plus de confronter des points de vue à l'aide de quelques chiffres plus ou moins pertinents (version *soft*) ou de faire des simulations à l'aide de modèles mathématiques plus ou moins sophistiqués (version *hard*). À l'instar de la recherche médicale, l'économie s'attache à bâtir des *protocoles expérimentaux* permettant de connaître les *causes* des phénomènes observés. Pour connaître l'efficacité d'un vaccin ou d'un médicament, la recherche médicale compare ses effets au sein d'un « groupe test » auquel le médicament a été administré à ceux d'un « groupe de contrôle » n'ayant subi aucun traitement (ou ayant subi des traitements à base de placebo). Tel est le protocole expérimental standard pour savoir s'il y a un lien de causalité entre une intervention médicale et les effets observés.

Aujourd'hui, l'analyse économique procède de la *même* manière. Pour savoir si la dérégulation financière favorise la croissance, si le coût du travail a un effet sur l'emploi, si l'immigration crée du chômage, si les dépenses publiques relancent l'activité ou si la hausse des impôts la déprime ; et plus généralement pour toute question où l'on recherche un lien de cause à effet, l'analyse économique compare des groupes tests au sein desquels ces mesures ont été mises en œuvre, avec des groupes de contrôle où elles n'ont pas été mises en œuvre. Répétons-le, l'économie est devenue une science *expérimentale* dans le sens plein du terme.

Cette révolution expérimentale, largement méconnue, a produit des connaissances sur un grand nombre de sujets. Ces connaissances heurtent souvent de plein fouet les croyances ou les intérêts de partis politiques, mais aussi de syndicalistes, de patrons, d'autorités religieuses, de groupements professionnels, d'intellectuels, d'universitaires... Et beaucoup d'entre eux, comme les industriels du tabac, ont réagi en développant une rhétorique négationniste, propageant le doute sur les connaissances les mieux établies pour essayer de les remplacer par des impostures obscurantistes.

P. Cahuc, A. Zylbeberg, *Le Négationnisme économique*, 2016

- De quelles autres sciences l'économie doit-elle s'inspirer selon les auteurs ?
- Que désignent les auteurs par les termes « rhétorique négationniste » ?

Texte 13 – L'économie expérimentale d'E. Duflo et A. Banerjee

Le principe général, c'est de s'approcher au mieux de la méthode de l'essai clinique. On compare des gens qui ont bénéficié d'un traitement – dans le cadre d'un essai clinique, ce sera un nouveau médicament – et des gens qui n'en ont pas bénéficié. À cette fin nous mettons tout en œuvre pour que ces gens soient le plus comparable possible. Dans la vie réelle, ce à quoi on s'expose quand on essaie de comparer des gens qui ont bénéficié d'un programme, par exemple de construction d'école, et d'autres qui n'en ont pas bénéficié, c'est que la façon dont les programmes sont attribués implique qu'en général les bénéficiaires ne sont pas du tout comparables avec les non bénéficiaires. Par exemple, on peut mettre les écoles dans les endroits où les gens en veulent le plus, auquel cas le niveau d'éducation y sera plus élevé ; ou bien on pourra mettre les écoles dans les endroits où les gens ont le plus besoin d'école, auquel cas on aura une éducation plus faible dans ces zones.

L'objectif de l'expérience randomisée est de travailler avec les partenaires de terrain qui peuvent être soit des ONG, soit des gouvernements locaux, soit des compagnies privées par exemple, qui veulent mettre en application un programme pour construire des conditions où ceux qui bénéficient du programme soient entièrement comparables à ceux qui n'en bénéficient pas dans un premier temps. Pour cela on définit d'abord un échantillon, par exemple 200 villages où on va construire des écoles, et on choisit au hasard l'endroit où l'on va mettre ces écoles. Par exemple, si une ONG a de quoi financer la construction de 100 écoles, on va choisir 200 villages au lieu de choisir les 100 qu'ils auraient choisis de toute façon. Et après, on collecte des données sur les 200 depuis le début, ce qui permet de comparer par exemple la scolarisation des enfants sur les deux types de villages. Puis, en général, quand l'expérience est terminée, on construit des écoles partout.

Extrait de « L'économie du développement à l'épreuve du terrain », entretien du 5 mai 2009 réalisé par F. Mayneris, La Vie des Idées.

Entretien entier : <https://laviedesidees.fr/L-economie-du-developpement-a-l-epreuve-du-terrain>

- Quelle est la méthode défendue par E. Duflo ici ?
- Quels peuvent être les apports et les limites d'une telle démarche ?

Texte 14 – Thomas Piketty, un croisement entre histoire et économie.

« Lorsque je me suis dirigé vers l'économie, quand j'étais étudiant, mon but était de retourner d'une certaine façon vers l'histoire. De façon générale, j'essaie de me définir comme chercheur en sciences sociales et je tente de développer une forme d'économie politique et historique. Les trois livres principaux que j'ai écrits, *Les hauts revenus en France*, publié en 2001, *Le capital au XXI^e siècle* en 2013, *Capital et Idéologie* en 2019, ces trois livres, depuis le premier, écrit il y a presque 20 ans, sont avant tout des livres d'histoire, tout en relevant un peu de l'économie aussi. Ils partent de sources historiques, ils essaient de suivre des sources historiques. Si vraiment il fallait choisir entre les disciplines, je crois avoir plus d'attrait pour l'histoire que pour l'économie. Néanmoins, je n'entends pas établir de hiérarchie entre les disciplines. Je préfère défendre l'idée d'être chercheur en sciences sociales.

Comment suis-je devenu ce chercheur-là ? Mes parents n'avaient pas le bac, ils n'avaient pas fait d'études. Ma mère avait quitté l'école en troisième, mon père en première. Ils n'avaient pas beaucoup de conseils à me donner sur les études. Au collège, en Indre-et-Loire, puis au lycée,

à Tours, les professeurs m'ont dit : « t'es bon en maths, faut aller en maths, faut faire une prépa maths ». Ce que j'ai fait. Pourtant, dès le lycée, j'avais une préférence pour l'histoire et le français. Mais on me disait, « non, ça ne marche pas comme ça. Si t'es bon en maths, faut aller faire des maths ». C'est seulement en classe préparatoire que j'ai découvert qu'il y avait cette chose qui s'appelait l'École normale supérieure, et une profession consistant à être universitaire. Après les concours, j'ai d'abord hésité. J'ai commencé par la rentrée de Polytechnique mais ils voulaient me couper les cheveux, m'envoyer faire mon service militaire, je me suis dit « ouh là »...

J'ai donc choisi Normale sup'. J'ai très vite souhaité sortir des « sciences dures » et retourner vers les sciences sociales. Comme j'arrivais des concours mathématiques, la façon la plus simple d'y parvenir était de faire de l'économie. C'est aussi bête que ça ! J'ai alors essayé de faire ce qu'on me demandait de faire. Aussi ai-je commencé ma carrière de chercheur par des contributions très théoriques, très modélisatrices, tout simplement parce qu'alors – j'étais tout jeune – c'était ce que je savais faire. J'ai donc essayé de faire de mon mieux avec les exigences de la discipline. Très rapidement, j'ai soutenu ma thèse : à vrai dire, il n'y avait pas grand-chose dedans, c'était des théorèmes mathématiques présentant peu d'intérêt. Sur la base des théorèmes que j'avais démontrés, je me suis retrouvé très jeune prof. au MIT. J'ai alors réalisé que je ne pourrais pas poursuivre très longtemps dans cette voie : de fait, ces modèles, ces théorèmes, etc., ça m'embêtait beaucoup. Dans le même temps, j'avais dans l'idée de revenir en France rapidement.

Une institution, l'École des hautes études en sciences sociales, a joué un rôle central dans ma trajectoire : je souhaitais y revenir pour y retrouver cette forme d'histoire croisée avec l'économie, la sociologie, les sciences politiques qui faisait mon admiration. C'est à cet idéal – pas toujours vérifié mais puissant sur le plan des principes – que j'aspirais, l'idéal d'une science sociale totale, inspiré de l'école des Annales. J'avais envie de me diriger sur cette voie et de sortir des modèles théoriques de taxation optimale qui ne m'amusaient plus guère.

C'est dans ce contexte que j'ai découvert les sources fiscales historiques. Quand j'ai essayé de regarder des données sur les inégalités de revenu, la répartition du revenu pour la France, on me disait : « il n'existe pas de données historiques, il n'y a rien avant les années 1980 ». Cela m'interrogeait : un impôt sur le revenu existe depuis 1914, il a bien dû laisser des traces... Puis, en remontant le fil, j'ai réalisé qu'il y avait forcément des sources dans les archives du ministère des Finances. Il n'y avait même pas besoin d'aller chercher très loin dans les archives. C'étaient, pour beaucoup, des sources imprimées : chaque année, l'administration devait bien rendre compte au Parlement des modalités de prélèvement de l'impôt. (...) De fil en aiguille, je me suis mis à exploiter ces données qui m'ont permis de remonter jusqu'en 1914 en France.

Cela m'a amené à mon premier livre, *Les hauts revenus en France au xx^e siècle*, paru en 2001. Ce fut vraiment mon premier grand plaisir de recherche. J'y ai consacré trois-quatre ans : rentré des États-Unis en 1995, j'ai commencé à travailler sur ce premier projet historique à partir de 1997-1998 jusqu'en 2001. J'ai pris vraiment un grand plaisir à travailler ces données, tout en essayant de raconter une histoire politique, sociale.

Entretien avec Thomas Piketty, conduit par Agnès Labrousse, Matthieu Montalban et Nicolas Da Silva, Revue de la régulation, 2020

Entretien complet : <https://journals.openedition.org/regulation/18316?lang=en>

- De quelle façon T. Piketty a-t-il réintroduit l'histoire dans ses travaux de recherche en économie ?

Au-delà des questions de méthode, cette traversée historique et théorique est surtout de voir à quel point la pensée économique avance lorsqu'elle marche sur deux jambes : la maîtrise des outils théoriques forgés par les générations précédentes (Keynes était un fin connaisseur de la théorie néoclassique, qu'il prenait au sérieux) et la confrontation au réel, aux questions qui se posent aujourd'hui.

« À chaque période, des hétérodoxies naissent ou renaissent » (M. Beaud, G. Dostaler, La Pensée économique depuis Keynes, 1993)

LEXIQUE

Allocation des ressources : processus par lequel les facteurs de production (travail, capital) disponibles dans une économie sont alloués (affectés) aux différents usages économiques possibles.

Anticipations : estimation des valeurs futures des variables économiques qui fonde les décisions prises aujourd'hui par un agent économique. Pour J-M. Keynes, les anticipations à long terme reposent sur des conventions et des comportements mimétiques alors que les monétaristes, avec M. Friedman, considèrent que les agents adaptent leurs comportements de façon rationnelle au fur et à mesure qu'ils obtiennent de l'information (« anticipations adaptatives »). Les « Nouveaux Classiques » iront encore plus loin en affirmant que les anticipations des agents sont parfaitement rationnelles (« anticipations rationnelles »).

Asymétrie d'information : Il y a asymétrie d'information lorsque, dans le cadre d'un contrat, un agent économique détient plus d'informations qu'un autre. Par exemple, dans le cadre du contrat salarial, l'employeur n'est jamais certain de ce que sera le comportement du salarié lorsqu'il aura été recruté.

Chômage volontaire : Pour les auteurs de la théorie néoclassique standard, le chômage volontaire est celui des individus qui n'acceptent pas de travailler au taux de salaire réel d'équilibre.

Chômage involontaire : Pour J. M. Keynes (1883-1946), désigne le chômage qui n'est pas dû au refus des salariés de travailler pour un salaire plus faible.

Conventions : Au sens général, une convention est un accord passé entre deux parties, entre individus (convenir d'un rendez-vous), entre des partenaires sociaux (convention collective) ou entre des États (convention de Genève sur les prisonniers de guerre). Pour l'École de la Régulation, une convention « désigne l'organisation sociale au travers de laquelle la communauté se dote d'une référence commune, produit une représentation collective extériorisée qui fonde les anticipations individuelles ».

Demande effective : Dans la théorie keynésienne, la demande effective est la demande de biens de consommation et de bien de production anticipée par les entreprises.

Efficacité marginale du capital : L'efficacité marginale du capital est un concept forgé par J. M. Keynes (1883-1946) qui désigne le taux de rentabilité anticipée minimal qui sera exigé par un entrepreneur pour accepter de réaliser un investissement productif.

Enclosures (ou clôture des terres) : désignent le mouvement par lequel les grands propriétaires anglais ont posé des clôtures sur les parcelles de terre communales pour interdire la vaine pâture et accroître les rendements. Ce mouvement résulte de l'application des lois d'enclosures (*Enclosure Acts*) autorisées par le Parlement anglais dès le XIII^e siècle, et qui ont connu dans ce pays une accélération et une extension après 1760.

Équilibre de sous-emploi : Dans la théorie keynésienne, l'équilibre de sous-emploi désigne une situation où il y a équilibre sur les marchés des biens et des services et en même temps du chômage. Le principe de la demande effective conduit les entreprises à anticiper une demande et à réaliser la production correspondante. L'économie est alors en situation d'équilibre dans la mesure où les biens et services produits sont vendus (la condition d'équilibre étant l'égalité de l'épargne et de l'investissement). Mais cette production nécessite un volume d'emploi qui ne correspond pas forcément à celui du plein-emploi. Cet équilibre est alors un équilibre de sous-emploi.

Individualisme méthodologique : L'individualisme méthodologique est une posture épistémologique qui consiste à prendre pour point de départ les comportements individuels et à considérer que le fonctionnement global de l'économie résulte de l'agrégation de ces comportements individuels.

Libéralisme : Le libéralisme économique est une doctrine économique qui considère que la régulation par le marché est la meilleure modalité de gestion de l'économie. Le libéralisme repose aussi sur l'affirmation de la souveraineté individuelle et sur la méfiance ou l'hostilité à l'égard de l'intervention de l'État.

Loi des rendements décroissants : Selon la loi des rendements marginaux décroissants, lorsque l'on augmente la quantité d'un facteur de production, l'autre restant fixe, on constate que : dans un premier temps la productivité marginale de ce facteur augmente, c'est la phase des rendements marginaux croissants ; dans un second temps la productivité marginale diminue, c'est la phase des rendements marginaux décroissants. C'est dans cette phase que se situe l'équilibre du producteur.

Marginalistes (les) : La théorie marginaliste a pour origine la découverte de la théorie de l'utilité marginale réalisée dans les années 1871-1874 par trois économistes travaillant séparément : l'Anglais W. S. Jevons (1835-1882), l'Autrichien C. Menger (1840-1921) et le Français L. Walras (1834-1910).

Mercantilisme : Le mercantilisme est un courant de l'analyse économique dont les auteurs marquants publient entre le xvi^e et le xviii^e siècle. Il ne s'agit pas vraiment d'une école et les positions défendues par ces auteurs sont assez diverses. Cependant, ils ont en commun de considérer que la prospérité du Prince ou de la Nation dépend de ses échanges (*mercanti* : marchands en italien) et de l'effectif de sa population. Ils prônent aussi le protectionnisme ce qui leur vaudra de vives critiques de la part des libéraux.

Monétarisme : Le monétarisme, qui a été développé notamment par M. Friedman (1912-2006), prix Nobel 1976, est la version contemporaine de la théorie quantitative de la monnaie.

Le monétarisme considère que : l'offre de monnaie est déterminée par les autorités monétaires (offre de monnaie exogène) ; la demande de monnaie est stable ; l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire ; les anticipations adaptatives des agents rendent inefficaces à long terme les politiques conjoncturelles ; il existe un taux de chômage naturel qu'il est vain de vouloir réduire.

Néoclassique (École) : école de pensée reposant sur les principes édictés par les économistes marginalistes, insistant sur les mécanismes autorégulateurs du marché, permettant d'atteindre une allocation des ressources optimale. C'est aussi le nom générique donné souvent aux économistes libéraux du XX^{ème} siècle, dont les travaux reposaient largement sur des fondements microéconomiques hérités des marginalistes.

Physiocrate (École) : Pour les physiocrates, la source de la valeur réside dans la terre (« don gratuit de la nature ») et F. Quesnay (1694-1774) étudie la circulation et la répartition des richesses entre les trois classes (classe productive, classe des propriétaires et classe stérile). Son *Tableau économique* (1758) préfigure les analyses en termes de circuit.

Plus-value : Dans la théorie marxiste, la plus-value (ou survaleur) est la différence entre la valeur d'usage de la force de travail (déterminée par le temps de travail accompli par le salarié et donc par les marchandises produites pendant ce temps de travail) et la valeur d'échange de la force de travail (déterminée par la valeur travail des marchandises nécessaires pour assurer la reproduction de la force de travail). La plus-value est donc la forme que prend le surtravail dans le système capitaliste.

Propension à épargner : La propension à épargner mesure la part du revenu qui est affectée à l'épargne. On distingue : la propension moyenne à épargner qui est le rapport entre l'épargne et le revenu : E/R ; la propension marginale à épargner qui est le rapport entre la variation de l'épargne consécutive à une variation du revenu ; c'est le rapport $\Delta E/\Delta R$.

Profit : Le profit est le revenu du capital et/ou de l'entrepreneur. En comptabilité nationale comme en comptabilité privée, ce concept est mesuré par l'excédent brut d'exploitation.

Régulation (École) : Courant mettant l'accent sur le rôle des conventions et des institutions et sur la complexité de la régulation qui intègre nécessairement l'économique et le social. Pour R. Boyer (qui se réclame de la théorie de la régulation) la régulation est « la conjonction des mécanismes concourant à la reproduction d'ensemble, compte tenu des structures économiques et des formes sociales en vigueur ».

Révolution industrielle : Le terme « Révolution industrielle » désigne la période de transformations du système productif qui a touché l'Europe entre 1780 et 1880. Selon J.-P. Rioux (*La Révolution industrielle, 1780-1880, 1971*), la Révolution industrielle est considérée « comme le démarrage d'une croissance d'un type nouveau, auquel correspondent des nouveautés techniques [...] La Révolution industrielle accomplit le processus de formation du mode complet de production capitaliste. Elle marque une étape décisive de transition à partir d'un stade incomplet, précapitaliste, vers un stade où les caractéristiques fondamentales du capitalisme s'imposent : progrès technique continu, capitaux mobilisés en vue d'un profit, séparation plus nette entre une bourgeoisie possédant les moyens de production et les salariés. »

Salaires d'efficience : Le salaire d'efficience est le salaire qui maximise les efforts des salariés et donc leur productivité, tout en limitant le coût pour l'entreprise. Cette analyse s'inscrit dans le cadre de la recherche de fondements microéconomiques de la macro-économie qui cherche à expliquer pourquoi le taux de salaire se fixe à un niveau plus élevé que la productivité.

BIBLIOGRAPHIE

Pour compléter le cours ou consolider vos connaissances, vous devez consulter l'un au moins l'un des ouvrages suivants :

- E. Combes, *Précis d'économie*, 2021 (Chapitre 2 : D'Adam Smith aux contemporains, repères sur les grands courants de la pensée économique).
- J. Valier, *Brève histoire de la pensée économique*, 2014
- G. Marie Henry, *Histoire de la pensée économique*, 2009
- H. Denis, *Histoire de la pensée économique*, 2021
- P. Combemale, *Introduction à Keynes*, 2015